

N° 2741
62^e année
du 7
au 20 février 2008
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE 2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01 40 39 92 06 – Fax : 01 40 26 31 63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

FEU !

LES JEUNES ILS SONT GÉNIAL

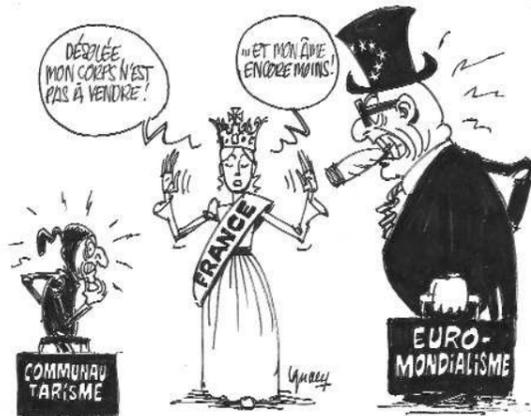
■ Parmi les 316 propositions soumises au Président de la République par la commission Attali pour relancer la croissance française, il en est une qui mérite une attention toute spéciale : faire noter les professeurs des collèges et lycées par leurs élèves. En avril 2007, à la veille du scrutin qui lui a ouvert les portes des palais nationaux, Nicolas Sarkozy répétait pourtant que « dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué, ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes ». Les gauchistes enrichis et bedonnants qui peuplent les salles de rédaction parisiennes ont eu tort de s'offusquer. Nicolas "Rolex" Sarkozy et Jacques "Attila" Attali leur ont fait peur pour rire : après mûre réflexion, ils ont choisi de perpétuer l'héritage de Mai 68. Car cette idée de faire évaluer la hiérarchie enseignante par sa "base" est une vieille galéjade soixante-huitarde. Depuis les Hitlerjugend surveillant leurs parents dans l'Allemagne nazie jusqu'aux lycéens de Pékin conspuant les mandarins pendant la Révolution culturelle, c'est surtout une pratique constante des régimes totalitaires au XX^e siècle, ainsi que l'a montré George Orwell en mettant en scène la "Ligue anti-sexe des juniors" et la "Ligue des Jeunes et des Espions" dans son roman 1984. On propose aujourd'hui aux collégiens et lycéens de noter leurs professeurs. Dans le monde si démocratiquement parfait qu'on nous prépare, on leur suggérera demain de dénoncer les déviants.

AGATHON

La France

EUROPÉISME
COMMUNAUTARISME

écartelée



ENTRETIEN AVEC ÉRIC ZEMMOUR

Page 3

Raisons d'A.F.

■ Cela ressemble à une dérision, mais rien n'est plus sérieux ! Un groupe de "rappeurs", (le "rap" est – paraît-il – un style de musique, actuellement très en faveur), dont les membres ont des noms fleurant bon les terroirs du sud de la méditerranée, et se désignant lui-même sous l'appellation de "collectif Béni Snassen", repris d'un groupe de tribus du Maghreb occidental, s'affirme aujourd'hui comme « portant la culture française sur (ses) épaules ».

D'ailleurs, pour que nul n'en ignore, le chef de ce groupe, Abd Al Malik, vient d'être honoré, par le ministre de la Culture, de la médaille de chevalier des Arts et Lettres. Parlant de ce style de musique, qui ne semble avoir, dans la culture française, que peu de racines, Abd Al Ma-

lik déclare qu'il est « une forme vitale très liée à la société, à la jeunesse, et donc à l'avenir du pays ». Et aussi que « se rassembler en collectif est une pratique courante dans le hip-hop (ndlr : un autre style de musique !) et, en même temps s'inscrit dans la tradition intellectuelle de (la France) », pays où – dit-il – « la diversité est une force ».

Devant de telles professions, on ne comprend pas très bien l'agitation indignée qui a saisi l'intelligentsia, à la récente enquête du magazine américain *Time*, affirmant en substance qu'il n'y avait plus de culture française à vocation universelle, voire plus de culture française minée par le constructivisme idéologique.

Incapable d'une politique étrangère cohérente, comme le remarquait

déjà Maurras, inapte à une politique économique et sociale protectrice de l'intérêt des Français, promotrice aujourd'hui, à l'intérieur, d'un communautarisme qui hâte la corruption de l'unité et de l'identité françaises, la république s'est totalement désolidarisée de la France dont elle fait, de force, une sorte de Kenya.

Ah, oui! À propos, j'oubliais : avant hier, les neuf cent sept représentants élus du peuple républicain ont voté, à une écrasante majorité, la quasi totalité des élus de la "droite", une révision de la dernière constitution de la république française, permettant de supprimer la souveraineté même de la France, en la soumettant définitivement à une loi étrangère.

A.F.

LES DAMES DU PRÉSIDENT

Ancien secrétaire général du groupe RPR au Sénat et gaulliste en rupture de ban, Jean-François Probst l'affirme :

« **Sarkozy a besoin d'être entouré par des gens qui lui ressemblent** »

page 4

LES 316 PROPOSITIONS

Vade-mecum ultralibéral réduisant la France à un gigantesque conseil d'administration, allant jusqu'à la privatisation de prérogatives régaliennes :

« **Attali, à boire et à manger** »

page 5

EXTRÊME GAUCHE

La mort de Pierre Lambert impose ce constat :

« **Le trotskisme aux poubelles de l'histoire** »

page 11

Tout ce qui est national est nôtre

M 01093 - 2741 - F: 3,00 €



HAUTS-DE-SEINE

Les élus UMP des Hauts-de-Seine pourraient faire une entrée remarquée dans le prochain gouvernement : on parle de Patrick Balkany, député-maire de Levallois-Perret au Commerce extérieur et de Thierry Solère, conseiller général de Boulogne-Billancourt et suppléant du député Pierre-Christophe Baguet à un secrétariat d'État au Commerce électronique.

RÉGIME

Étonnante déclaration du ministre de la Défense Hervé Morin devant les caméras de Public Sénat : « Sarkozy a été élu pour réformer en profondeur le pays. Il est la dernière chance démocratique pour la France. » L'analyse est loin d'être fautive. La question est donc : quel régime succédera à la démocratie ? La dictature ? L'anarchie ? Il serait bien plus souhaitable de revenir au pouvoir légitime de notre pays : la monarchie héréditaire.

FRONDE

À l'approche des élections municipales et cantonales, les parlementaires et les élus locaux UMP grondent. C'est une des conséquences de la chute de Nicolas Sarkozy dans les sondages. C'est également le fait d'une désorganisation de leur parti dont les meilleurs éléments ont rejoint l'Élysée ou les cabinets ministériels. Certains élus hésitent d'ores et déjà à conserver la mention "majorité présidentielle" sur leurs documents de campagne.

PIERRE LAFARGE

La République a besoin du communautarisme

Près de trente ans après les émeutes urbaines de Vaux-en-Velin, la République ne sait que faire des "banlieues", des populations d'immigrés qui y vi-

La "politique de la Ville" montre l'utilisation des passions communautaires et identitaires à des fins bassement électorales.

vent et de la délinquance chronique qui les touchent. Et depuis la création en avril 1992 du ministère de la Ville (avec comme premier titulaire Bernard Tapie, tout un symbole), l'on ne compte plus les plans, décrets, lois et autres mesures financières (un gouffre sans fond) visant à "désenclaver" les "quartiers" (1). Dernière en date celui de Fadela Amara et Christine Boutin, dont l'annonce le 23 janvier dernier, à Vaux-en-Velin, a surtout scellé les divergences profondes entre les deux ministres de Sarkozy. Divergences profondes, puisque la première ne veut agir que pour les "banlieues" et la seconde veut élargir le domaine d'action à la ville en général. Les déclarations par presse interposée de l'une envers l'autre, et vice versa, principalement pour savoir qui aura les faveurs du chef de l'État - ce dernier devant annoncer

le vrai énième plan banlieues le 8 février -, cachent donc deux conceptions antinomiques de l'action politique. L'une, Fadela Amara, voulant surtout exister médiatiquement pour prouver que l'ouverture à gauche fonctionne. Mais que penser lorsqu'elle proclame qu'en 2012, elle ne votera pas pour Sarkozy, ou dans *Paris-Match* (2), qui tient à nous "vendre" une femme "ni pute, ni soumise", elle affirme : « Je ne suis sous les ordres de personne ».

Du melting pot au salad bowl

Incapable, depuis la mise en place du regroupement familial, d'avoir une politique d'intégration conséquente et efficace, à tel point qu'il s'est créé de véritables zones étrangères dans ces quartiers, la République cherche encore comment résoudre ce problème, sans pour autant se remettre en cause. Ainsi, depuis quelques années, l'on nous sert la nécessaire mise en place de "quotas" pour promouvoir le respect de la diversité et le lancement d'une politique de discrimination positive, où des Français d'origine maghrébine ou venant de l'Afrique subsaharienne, doivent être mis en avant, non pour leurs propres qualités, mais parce qu'ils "incarnent" une communauté qu'il faut "flatter", afin d'en obtenir les suffrages électoraux. Une vision communautaire de la société s'inspirant des dernières évolu-

tions de la société américaine, où le *melting pot* (en gros, le brassage des cultures) fait place au *salad bowl* (c'est-à-dire une société où plusieurs communautés et groupes vivent plus ou moins pacifiquement sans pour autant se mélanger). Avec pour conséquence, la promotion des communautés ethniques et religieuses, leur insertion dans l'action sociale



Jacques Attali prétend nous imposer l'accueil de milliers de nouveaux immigrés.

et politique, l'"essentialisation" des groupes, c'est-à-dire que l'on ne se préoccupe des "banlieues", que parce qu'il faut tenir compte des intérêts particuliers de musulmans, des Maliens, des Kurdes, etc. Ou, en tout cas, des intérêts que la République présuppose comme devant être défendus. Sans oublier, le fameux CV anonyme cher à Claude Bébéar, et à son club de réflexion l'Institut Montaigne, - Bébéar, qui est également membre de la commission Attali...

Sarkozy, là encore, ne crée pas la surprise. Lors des émeutes de novembre 2005, il a en effet demandé à des imams d'éditer une fatwa demandant aux "bons musulmans" de mettre fin à ces actes violents. De même, l'UOIF, structure islamiste membre du Conseil du culte musulman mise en place par Sarkozy, s'est proposée d'être un auxiliaire de paix sociale. L'on comprend mieux alors la "laïcité positive" chère au chef de l'État. Celui-ci semble vouloir en effet utiliser les différentes religions présentes en France, non pour officiellement leur permettre d'avoir un peu plus de "libertés", mais parce que Sarkozy, pensant acheter ainsi une paix sociale, leur délègue une fonction de contrôle de leurs communautés.

Non contente, donc, de ne pas avoir réglé le problème de l'intégration, de laisser proliférer les intérêts et les passions communautaires, pensant les encadrer, la République de Sarkozy veut continuer dans cette voie mortifère. Christine Clerc rappelle (3) en effet que « Jacques Attali [prétend] nous imposer à la fois une baisse de notre pouvoir d'achat et l'accueil de milliers de nouveaux immigrés. Mais tous deux incarnent la même mondialisation, le même capitalisme financier. Et la même impuissance du pouvoir politique (républicain, NDLR) ».

ARNAUD NAUDIN

(1) Pour un détail exhaustif des mesures, consulter *Monde et vie* n°789 du 12 janvier 2008.
(2) N°3062, du 23 au 30 janvier 2008.
(3) Valeurs actuelles, n°3714, 1er février 2008.

Des homosexuels en mal d'enfant

Comme si nos politiciens ne poussaient pas eux-mêmes assez vite notre pays à la dégradation des mœurs, voilà qu'une instance supranationale se permet de les rappeler à "l'ordre" !

Le "droit européen" au service de la communauté gay...

Et qui plus est, au nom des Droits de l'Homme proclamés par la France avant tout autre pays ! Preuve évidente que lesdits Droits d'un "Homme" de partout et de nulle part, détaché de toute transcendance et de tout enracinement traditionnel sont une machine idéologique à détruire les souverainetés nationales.

Une institutrice homosexuelle, vivant alors avec une autre demoiselle, s'était vu refuser en 1998 par le Conseil général du Jura le droit d'adopter un enfant. Même refus en 2000 de la cour d'appel de Nancy, puis en 2002 du Conseil d'État. Les juges, sans revenir sur la loi française qui autorise depuis 1966 les célibataires à adopter des enfants, appuyaient sagement leur verdict sur l'intérêt de l'enfant plus que sur le désir de la plaignante, donc sur le fait que l'absence de « référent paternel » ne pourrait

qu'être préjudiciable au petit adopté, lequel risquerait de rencontrer tôt ou tard de graves difficultés psychologiques.

La demoiselle en mal de poupon est allée se plaindre devant la Cour européenne des Droits de l'Homme siégeant à Strasbourg où, ce 22 janvier, dix juges sur sept ont balayé d'un revers de manche les arguments des juges français. La cour apatride a estimé qu'« aucune raison grave ou convaincante ne permet de refuser l'adoption », ajoutant que l'homosexualité de la plaignante (pourtant jamais évoquée de façon explicite par les juges français), avait constitué le « caractère décisif » de leur verdict. Pour punir la France de cette différence de traitement en vertu (si l'on peut dire...) de l'homosexualité de la demoiselle, notre pays est donc condamné à verser à celle-ci la somme de 10 000 euros d'amende, plus les frais de procédure.

Ainsi donc, le droit "européen", non seulement écrase l'intérêt de l'enfant sous le joug du plus fort, mais va jusqu'à interdire de faire état, même implicitement, de la

tendance sexuelle d'une personne, et donc à interdire d'empêcher celle-ci de commettre un acte aux conséquences néfastes. L'idéologie individualiste permet aujourd'hui à quiconque d'ériger ses désirs en absolus sans le moindre souci du bien d'autrui. Encourager cette revendication du *droit à l'enfant* par une personne qui n'a nulle envie d'en engendrer elle-même ni d'en organiser dignement l'accueil, revient à ravalier l'enfant au niveau d'un simple objet que l'on souhaite obtenir pour se faire plaisir, comme on achète un caniche.

Jurisprudence ?

Remarquons toutefois que la décision de la Cour européenne ne va pas jusqu'à autoriser l'adoption par un couple homosexuel, puisque la compagne de la demoiselle n'avait pris aucune part ni aucun intérêt à cette demande d'enfant et que donc le jugement ne se rapporte qu'à une *personne* célibataire quelle que soit sa tendance. Le jugement de Strasbourg n'en ouvre pas moins la voie à ce "droit" de confier des enfants à

deux hommes ou à deux femmes. Fera-t-il jurisprudence en France ?

Hors les associations familiales catholiques qui ont protesté au nom de l'intérêt de l'enfant, et le Conseil supérieur de l'Adoption, qui demande à réexaminer la question de l'adoption par les célibataires, les réactions à cette révolution du droit ont été plutôt rares et molles. Seule M^{me} Tabarot, député UMP des Alpes-Maritimes, a dit qu'il n'était pas question de remettre en cause en France l'actuelle procédure d'agrément en cas d'adoption. Quand on sait qu'il existe en France au moins 25 000 ménages (un homme, une femme) voulant adopter des enfants et ne trouvant pas de petits Français à accueillir, ce débat paraît réellement absurde.

Toutefois tous les éléments d'un bourrage de crânes sont d'ores et déjà en place. Les organisations homosexuelles sont décidées à poursuivre le harcèlement judiciaire jusqu'au bout, afin de faire entrer dans la loi les désirs de la communauté gay et lesbienne. La démocratie, nourrie de l'idéologie des Droits de l'Homme, saura-t-elle se donner les moyens de s'opposer à un tel lobby ? Il est permis d'en douter.

MICHEL FROMENTOUX

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 • Fax : 01 40 26 31 63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : Philippe Champion
- Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
- Politique : Pierre Lafarge, chef de rubrique, Georges Ferrière.
- Politique étrangère : Pascal Nari, Sébastien de Kererro.
- Économie : Henri Letigre.
- Enseignement, famille, société : Michel Fromentoux, chef de rubrique, Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.
- Médecine : Jean-Pierre Dickès.
- Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.
- Culture : Renaud Dourges, Monique Beaumont, Alain Waelkens.
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.
- Histoire : Francis Venant, chef de rubrique, René Pillorget.
- Art de vivre : Pierre Chaumeil.
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger.
- Médias : Denis About, Arnaud Naudin.
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

ÉRIC ZEMMOUR

« Une génération en quête d'appartenance collective »

L'Action Française 2000 – Votre dernier roman, *Petit frère*, part d'un fait divers, l'assassinat d'un jeune homme habitant dans le XIX^e arrondissement de Paris par un de ses amis, l'un étant de confession juive, l'autre musulmane. Voulez-vous dire que l'appartenance religieuse prime toute autre appartenance dans la France contemporaine ?

Éric Zemmour – Je ne donne pas seulement une résonance confessionnelle à ce fait divers. Yazid tue Simon parce qu'il est juif, mais aussi parce qu'il ne veut pas lui prêter de l'argent, mais aussi parce qu'il veut réintégrer sa "bande", et qu'il lui offre en quelque sorte un crime rituel. Enfin, il tue Simon parce qu'il veut être Simon. Il le tue pour détruire ce qu'il veut devenir. Religions, tribus, bandes, communautés, je montre une génération en quête d'appartenance collective parce qu'on l'a privée de l'appartenance nationale. Personne ne se sent français. On se sent juif, musulman, noir, chinois, ou encore algérien ou marocain, ou encore du 9-3, mais français est devenu une insulte de cour de récréation, l'insulte suprême. Dans mon roman, le fils du concierge, Kevin Boucher, dix ans, demande un jour à son père de faire ramadan. Pour ne plus être esseulé.

Guerre civile

L'AF 2000 – Il y a dans le roman un personnage étonnant, un homme politique qui découvre peu à peu la communautarisation de la société française. Vous lui faites dire que la France a le privilège « d'avoir la plus grande communauté juive et aussi la plus grande communauté musulmane d'Europe ». Et vous mettez dans sa bouche cette phrase terrible : « Une allumette et tout peut sauter. » N'y a-t-il plus moyen désormais de sortir de la logique communautaire ? Sommes-nous vraiment à la merci de conflits communautaires à large échelle ?

■ *Éric Zemmour fait partie de ces quelques journalistes capables de nous réconcilier à eux seuls avec leur profession. Découvert à l'occasion des chroniques de la vie politique française qu'il a d'abord tenues au Quotidien de Paris puis au Figaro, signalé pour la qualité de sa langue et notamment pour l'acuité souvent féroce de ses portraits d'hommes politiques, Éric Zemmour est devenu ce que l'on appelle une plume. Celle-ci s'épanouit avec plusieurs romans comme Le Dandy rouge et des essais toujours remarquables, notamment le portrait aiguisé qu'il traça de Jacques Chirac, L'Homme qui ne s'aimait pas (éd. Balland, 2002). À vrai dire, l'image de cet étrange prési-*

dent de la République, qui avoua récemment dans Le Monde que « le passé m'emmerde » (sic !), ne s'en remet pas - notamment aux yeux des fidèles de la politique traditionnelle de la France. Et, certes, Éric Zemmour, d'une grande érudition historique, connaît la tradition politique française sur le bout des doigts. Grand lecteur de Saint-Simon dont on pourrait dire qu'il reprend la filiation, il nous gratifia voici deux ans d'un inoubliable pamphlet contre le féminisme, Le Premier Sexe. Son talent romanesque de plus en plus affirmé se révèle avec son dernier ouvrage, Petit frère, à propos duquel il a bien voulu accorder à L'Action Française un entretien.

Le règne de la peur

L'AF 2000 – Où est le problème principal pour vous : la déliquescence du modèle républicain et des instruments d'intégration comme l'école et l'armée ; le reflux de la culture française au bénéfice d'une culture étrangère américaine incapable de donner aux nouveaux venus, étrangers ou pas, une conception du monde propre à faire rêver et à faire aimer la France ; un trop grand afflux d'immigrés ?

É.Z. – Les trois fronts convergent pour rendre la situation explosive. Nous aurions peut-être pu supporter l'une des trois... Nos politiques ont renoncé à se battre. Je

me demande même s'il est possible de se battre sur ces trois fronts.

L'AF 2000 – Un de vos personnages lâche tout à coup : « Baisse les yeux et trace. » Pensez-vous réellement qu'un grand nombre de nos compatriotes vivent ainsi dans la peur ?

É.Z. – Oui. Je pense que dans les quartiers populaires, cette peur est omniprésente. Que des bandes font régner la terreur. Un de mes personnages, le concierge, les appelle « armée d'occupation », car ils règlent la vie de l'immeuble à leur rythme. Je pense que c'est beaucoup plus fréquent qu'on ne le dit, d'autant plus que ces bandes et leurs trafics alimentent beaucoup de gens qui, grâce à eux, remplissent le caddie.

ÉRIC ZEMMOUR

Petit frère

roman

Il l'aimait bien son petit frère. Il souhaitait seulement lui donner une leçon, une raclée, une trérah. Lui faire peur, lui forcer la main, le contraindre à l'aider encore une fois...



L'AF 2000 – Vous alternez des essais en général à grand succès (on se souvient du Premier Sexe en 2006 et de votre portrait de Jacques Chirac, L'Homme qui ne s'aimait pas, en 2002) mais aussi des romans (Le Dandy rouge, 1998, L'Autre, 2004) ; qu'écrivez-vous avec le plus de plaisir ? Voulez-vous être un romancier ou un essayiste ?

É.Z. – J'aimerais bien garder ces deux fers au feu. J'aime écrire les deux types de textes. Ce n'est pas le même style, et pas le même plaisir. Pour l'essai, un plaisir intellectuel; pour le roman, un plaisir plus sensuel. On ne dit pas les mêmes choses non plus, en tout cas pas de la même façon, même si certains me reprochent de mettre trop d'idées et de thèses dans mes romans. Je suis persuadé au contraire que c'est le roman intimiste, auto-fictionnel, déconnecté de la réalité sociologique et politique qui tue le roman français actuel.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHARLES MOUSSAY

10 ans pour obtenir le droit de travailler en français !

En 1998, les délégués du personnel de l'entreprise GEMS, sise à Buc (Yvelines) dénonçaient une nouvelle forme de discrimination envers certains salariés, créée par l'usage abusif de l'anglais (messages, documents de travail, logiciels...). Cette discrimination touchait les moins qualifiés et les plus anciens parmi les salariés de l'entreprise.

Devant le refus persistant de la direction de prendre en compte cette revendication, une action en justice a été menée à l'initiative de la CGT qui a été le seul syndicat à s'engager dans cette action, suivi par le CE et les CHSCT.

La justice, par deux fois a donné raison aux employés (en première instance et en appel) et a lourdement condamné la direction (astreinte financière, obligation de traduction, de mise à disposition des logiciels en français, etc ...).

Après s'être pourvue en cassation, la direction a convoqué les organisations syndicales à la table des négociations (mai 2006). Un an et demi de négociations ont permis d'arriver à un accord et donc au retrait du pourvoi en cassation.

Un accord prend donc désormais en compte les nécessités du travail et donc les besoins des salariés quelle que soit l'origine des documents utilisés. Ainsi, des documents rédigés à l'étranger mais nécessaires pour la bonne exécution du travail seront traduits. Outre la mise à disposition de logiciels de traduction d'écran performants, la traduction des communications générales, des garanties importantes ont été obtenues en matière de formation. Cet accord entérine une mesure

de bon sens, améliore les conditions de travail de tous les salariés et représente une avancée du droit puisqu'il fera jurisprudence. Il offre en outre une garantie aux salariés ne maîtrisant pas ou maîtrisant imparfaitement l'anglais. Il apporte également au volet formation des garanties et des moyens importants.

Voilà une importante victoire pour la défense de la langue française ! Notre langue est notre patrimoine, que nul ne peut nous ôter. Quand les Français osent se montrer décidés à parler français, ils obtiennent des succès. Puissent l'exemple des employés de GEMS faire tâche d'huile ! ■

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Avec la liste ci-jointe, s'arrête notre souscription pour l'année 2007. Nous n'avons, certes, pas atteint les 55 000 euros que nous avions sollicités et qui nous auraient été de toute première nécessité. Toutefois nos fidèles amis nous ont permis de dépasser substantiellement la somme de l'an dernier à pareille époque montrant ainsi leur attachement à notre journal et à la continuation de l'œuvre de Pierre Pujol, qui nous a quittés le 10 novembre dernier. Qu'ils en soient très vivement remerciés !

Nous devons sous peu lancer une nouvelle souscription pour l'année 2008, et nous ne doutons pas qu'en voyant notre journal s'enrichir de tant de nouvelles plumes et d'une présentation toujours plus vivante et aérée, vous aurez à cœur de redoubler d'efforts pour que se fasse entendre toujours plus la voix

Merci à nos amis et bienfaiteurs

de l'Action française - la seule qui ose proclamer qu'il faut changer de régime politique parce que les abandons de souveraineté par lesquels la classe politique est en train de tuer la France sont dans la droite ligne des principes dissolvants dont se nourrit la république.

Avant le lancement de la nouvelle souscription, vos dons seront toujours accueillis avec soulagement et reconnaissance. D'avance merci !

MICHEL FROMENTOUX

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris..

LISTE N° 20

Virements réguliers : M. Derville, 7,62 ; Jean-Michel de Love, 7,92 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; G^{al} le Groignec, 15,24 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{me} Yvonne Peyrérol, 15,24 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{me} Bernard Gancel (3 mois), 45,73 ; Jacques Rolland (3 mois) 45,73 ; Raymond Sultra, 17,78 ; J. Sultra, 17,78 ; Joseph Lajudie, 20 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} du Plessis d'Argentré, 25 ; M^{me} Françoise

Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32 ; M^{me} Tatiana de Prittowitz, 45,73.

Légion des "Mille" : Fernand Estève, 150 ; M^{me} Geneviève Boirre, 150 ; Xavier Soleil, 150.

"En hommage à Pierre", M. & M^{me} M. Pupion, 50 ; "un lecteur d'Aspects de la France depuis 1951), 50 ; Jean Moreau, 50 ; M^{lle} Chantal Maillard, 50 ; Sébastien Mespoulhès, 10 ; F. Bigeard, 35 ; Roger Beaudeloché, 15,50 ; "un Camelot du roi (1935)", 50 ; Jacques Lamonerie, 100 ; Guy de Masquard, 75 ; M^{me} Madeleine Giral, 10.

Total de cette liste : 1 355,05 €
Listes précédentes : 43 697,75 €

Total : 45 052,80 €
Total en francs : 295 522,84 F

LA MORT
À L’AFFICHE

Du 18 au 28 janvier, les murs du métro parisien ont imposé aux voyageurs l'image d'une société pressée d'en finir avec la vie. 600 panneaux criaient : « **Sexualité, contraception, avortement. Un droit, mon choix, notre liberté.** »

Cet écoeurant itinéraire, avec en arrière-fond des visages forcés à se montrer heureux entrainés dans une vigoureuse campagne du Planning familial qui estime que 220 000 enfants par an tués dans le sein de leur mère, ce n'est pas suffisant ! « **Nous ne nous inscrivons pas dans une logique de réduction des IVG** », a expliqué à l'AFP le secrétaire général de cette officine de "vertu", ajoutant que « **l'avortement doit être quelque chose de normal, banal** ». On ne parle même plus des "situations de détresse" qui avaient donné prétexte en 1974 au vote de la loi Veil. On s'est habitué à résoudre lesdites situations par l'élimination du petit homme qui les cause...

Tout dans l'affiche exprime l'idéologie individualiste. "Un droit, MON choix, notre liberté" : la sexualité d'abord, qui ne doit plus être contenue par des considérations sur la finalité d'une existence humaine qu'elle n'est plus tenue de prolonger. De cette sexualité débridée, découle que "mon corps est à moi" pour "mon" bon plaisir, me gardant par la contraception des "accidents" que sont les enfants non désirés. Mais la contraception, longtemps exaltée comme devant éviter de devoir recourir à l'avortement, s'est avéré inapte à en faire baisser le chiffre, tant il est vrai que l'on est dans la même logique du sacrifice des vies futures à la quiétude immédiate. Donc ne nous gênons plus maintenant : banalisons l'avortement au nom de la liberté de l'individu.

Tout est mensonge : les multitudes de femmes marquées pour la vie par le remords, ou de médecins qui trouvent de plus en plus l'acte prétendu "médical" indigne de leur mission, ou de parents désemparés après y avoir eu recours peuvent en témoigner. La perfidie du Planning familial s'aggrave du fait que, les illusions commençant à tomber, il vient imposer son tam-tam publicitaire en vue d'attirer vers lui toutes les femmes se posant des questions.

Le plus ignoble est que cette campagne de mort ait été financée par le Conseil régional d'Île-de-France à hauteur de 300 000 euros ! Le détournement de l'argent public par les élus est patent. Le temps est venu pour les défenseurs de la vie de frapper là d'où vient le mal ; au cœur de la République des Droits de l'Homme.

MICHEL FROMENTOUX

L'AF REÇOIT

JEAN-FRANÇOIS PROBST

« Sarkozy a besoin d'être entouré de gens qui lui ressemblent »

■ Ancien secrétaire général du groupe RPR au Sénat, Jean-François Probst a été maire de Bois-Colombes de 1986 à 1989. Gaulliste en rupture de banc, conseiller de chefs d'État africains, cet ancien compagnon de route de Jacques Chirac et

fin connaisseur des arcanes de la politique française publie aux éditions du Rocher Les Dames du Président. Il signe là un livre très enlevé, regorgeant d'anecdotes véridiques et de jugements sans concessions sur celui qu'il nomme le « Kaiser

Sarkoko » et ses drôles de dames. Outre celui de Cécilia Sarkozy, il dresse le portrait politique de Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara et celui du "joker" que constitue à ces yeux le ministre des finances Christine Lagarde.

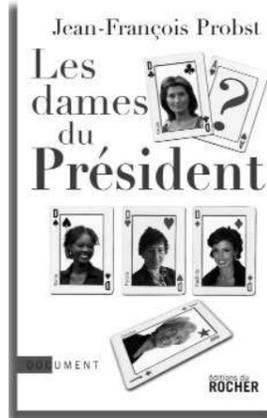


L'ACTION FRANÇAISE 2000 – D'où vient selon vous ce rapport compliqué de l'actuel président de la République aux femmes ?

JEAN-FRANÇOIS PROBST – Nicolas Sarkozy a d'abord été très influencé par l'éducation reçue de sa mère, Andrée Mallah. Par ailleurs, ces dernières années, celles de son ascension, le rôle de Cécilia a été décisif : elle a été très influente pour le meilleur et pour le pire.

L'AF 2000 – Comment expliquer le rôle des femmes ministres "issues de la diversité" – Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara – dans les premiers mois de l'ère Sarkozy ?

J.-F. P. – Nicolas Sarkozy a besoin d'être entouré de gens qui lui ressemblent pour le conseiller : des personnes ambitieuses, opportunistes, cyniques. Ces trois dames remplissent parfaitement ce rôle. Ce sont des femmes d'in-



fluence. D'autre part il croit aux symboles et leurs origines collent parfaitement à l'image d'ouverture qu'il veut donner.

L'AF 2000 – Évoquons maintenant le cas de Christine Lagarde, qui ne procède évidemment pas du même casting. N'est-elle pas la première femme nommée à la tête du ministère des Finances d'une puissance mondiale ?

J.-F. P. – Ce n'est pas la première fois qu'une femme de valeur réelle ou supposée atteint de telles responsabilités dans notre pays. On a eu Édith Cresson, Martine Aubry, Élisabeth Guigou ou même Simone Veil. Avec elle Nicolas Sarkozy a clairement choisi la compétence de la directrice internationale d'un des plus grands cabinets d'avocats du monde. Jacques Chirac et Thierry Breton l'ont convaincue de basculer dans la politique. Sarkozy l'a gardée. Là encore, il aime son ambition.

Remaniement ministériel ?

L'AF 2000 – Après moins d'un an de présidence, Sarkozy semble en difficulté. On parle de remaniement ministériel, de Rachida Dati au ministère de l'Intérieur. Qu'en pensez-vous ?

J.-F.P. - Sarkozy doit effectivement faire face à la désespérance de

ses électeurs. Il n'a favorisé que les privilégiés. Son électoral est inquiet, surtout sa frange la plus âgée. Je ne crois pas qu'il puisse nommer Rachida Dati à l'Intérieur. Elle a beaucoup de mal au parlement pour répondre *de visu* aux députés et aux sénateurs. Elle a mal négocié la réforme de la carte judiciaire. Je ne la vois pas négocier avec les policiers ou les gendarmes.

L'AF 2000. - De quelle carte dispose encore Nicolas Sarkozy ?

J.-F. P. : On ne parle pas assez de François Fillon. Il remplit bien son rôle. Loin des paillettes et de l'esbroufe présidentielle il fait son boulot d'homme d'État à Matignon.

PROPOS RECUEILLIS
PAR PIERRE LAFARGE

* Jean-François Probst : Les Dames du Président, éd. du Rocher, 180 p., 16,90 euros.

Sarko et les frères

Ainsi, il l'a annoncé : il ira bien dans quelques mois au Grand Orient pour une « tenue blanche ouverte ». Une cérémonie maçonnique,

Les frères ont déjà intégré le futur "toiletage" de la loi de 1905, et ils sont sur les rangs pour en recueillir les miettes.

avec tout le saint-frusquin, ça doit avoir de la gueule. Ça doit être amusant. On doit pouvoir mettre ça dans son herbier, entre la grande pyramide et le cul des vaches du salon de l'agriculture. Et puis, ça prouve qu'aucun territoire, au moins dans l'enceinte huppée de la capitale, n'est interdit aux représentants de la République.

Ça n'est pas que ça nous choque, nous autres qui ne tenons pas plus que ça à la laïcité à la française qui est tout sauf une neutralité de l'État, qui est perpétuelle suspicion et méfiance, qui est en quelque sorte à la concorde civile ce que le nucléaire iranien est à la paix du monde. Ça nous rassurerait plutôt, cette sollicitude pour les consciences blessées. Ça n'est vraiment pas

que ça nous émeuve de voir un président en exercice visiter les bureaux d'une antique association à vocation intellectuelle, politique et secrète, que la République a toujours plus que tolérée, chez qui elle n'a jamais fait de descente, dont elle n'a jamais fiché les membres ou expulsé les dirigeants. Ça n'est pas que ça nous heurte qu'un homme si amateur de spectacle cède au plaisir d'assister à l'une des représentations comiques dont cette société de production réserve malheureusement l'accès en général à quelques privilégiés.

Non, rien qui nous trouble ici, mais plutôt quelque chose qui nous étonne – de la part des frères vieillissants. Entendons-nous : les francs-maçons ont toujours été, qu'on nous pardonne, des singes. Ils n'ont eu de cesse, captant au XVIII^e siècle un vieux rituel datant des cathédrales, de vouloir se constituer en culte parallèle et ésotérique (c'est pour ce dernier motif d'ailleurs que l'Église catholique les condamna à cette époque – affront dont ils ne se sont jamais remis, car ils ont la peau sensible), mais ils avaient au moins l'intelligence de ne jamais se comparer ouvertement aux Églises en place. Or, aujourd'hui que la maçonnerie voit un président devenant chanoine parler de spiritualité, qu'elle en-

tend que la question religieuse revient violemment au goût du jour, qu'elle constate que même les Saoudiens ont droit contre quelque pétrole à un petit laïus sur la magnifique conquête arabe du VII^e siècle, ne prétend-elle pas tout à coup siéger aux côtés de ces institutions ecclésiastiques qu'elle désire et abhorre mimétiquement ? Aujourd'hui, ne vient-elle pas réclamer soudain sa part de *Jour du Seigneur* et souhaiter d'être visitée au titre de "grand courant spirituel" ?

Épuisement intellectuel

Plus que les pulsions opportunistes de l'inculte (dans tous les sens) qui nous gouverne, c'est bien ce revirement, cet emboîtement à la queue du train religieux que tentent les loges qui sont significatifs. M. Quillardet (le Grand Maître de ce Guignol), quand il est rassuré pour ce que l'ancien maire de Neuilly-sur-Seine a finalement laissé tomber devant lui que « **la morale laïque était à ses yeux aussi fondamentale que la morale religieuse** », prête le flanc à la plus douce moquerie. Quelle pitié ! Les frères ont déjà intégré, sans même s'en rendre compte, le futur "toiletage" de la loi de

1905, et ils sont sur les rangs pour en recueillir les miettes.

En vérité, on voit là se révéler en pleine lumière l'épuisement intellectuel de la vieille institution subversive, qui ne sait plus comment donner le change. Faut-il qu'elle en soit réduite aux derniers arguments pour quérir l'aide de l'hebdomadaire *Marianne* qui, dans un dossier mal documenté, nous ressert l'éternelle soupe du maurrassisme mal déguisé qui habiterait les collaborateurs du Président. Quel talent, vraiment. Mais, quitte à balancer, on eût aimé un peu plus de classe dans l'accusation, un peu plus de hauteur dans la délation, un peu plus d'originalité dans la tentative de disqualification. Maurrassiser l'ennemi au quotidien : cette olympique discipline a déjà son BHL de champion, et on ne savait pas que le journal de Jean-François Kahn et de Philippe Cohen se fit un honneur de ces pratiques grotesques.

Bref, cet aparté accessoire seulement pour signaler aux amis de la Veuve que décidément, s'ils n'ont plus que ces minables arguments pour tenter de nous faire croire que le monde a besoin d'eux, décidément ils ne dureront plus très longtemps. Mais qu'ils se rassurent, on dansera sur leur tombe.

JACQUES DE GULLEBON

Attali, à boire et à manger

Jacques Attali, ce baron patenté du mitterrandisme, converti au capitalisme libéral et apatride à la sauce Sarkozyenne et Strauss-Kahnienne, assume ce qu'il est : un mondialiste utopiste, donc dangereux. C'est toute honte bue qu'il a pré-

Un vade-mecum ultralibéral qui nie la loi physique de toute science politique assise sur l'expérience et la causalité.

senté à l'opinion publique et à ceux qui nous gouvernent un "rapport" portant sur « la libération de la croissance française » (sic). Ce document de 245 pages, consultable sur Internet, est une compilation impressionniste, sans véritable plan, de trois cents idées et propositions « pour changer la France » pas vraiment reliées entre elles, mais présentant l'avantage, jusque-là assez inédit, d'exposer un échéancier de mise en œuvre des principales réformes envisagées.

Vacuité des réformes

Certes, il est une évidence que notre pays a besoin d'être modernisé et réformé. Mais le premier chantier est d'abord celui des institutions. Sur ce chapitre, le rapport Attali n'apporte pas, à notre sens, de réponses claires au problème des dysfonctionnements de l'État républicain. Prenant délibérément le parti de s'inscrire dans une pers-

pective entrepreneuriale de l'État et de ses collectivités publiques de rattachement (notamment mettre en place une culture de la performance administrative et ériger l'État en « stratège efficace »), le rapport ne va pas très en profondeur, sauf à proposer la suppression de l'échelon départemental sur dix ans (laquelle a été refusée par Sarkozy) et la création de nouvelles collectivités sous forme d'agglomérations. Il aurait pourtant été intéressant que la commission Attali se penchât sur la question des identités provinciales, car il n'est de bonne croissance que d'abord humaine, par des enracinements territoriaux et l'émergence de corps intermédiaires propres à resserrer les liens sociaux et intergénérationnels. Il est vrai qu'il manque à M. Attali une solide formation maurrassienne qui ne faisait pas pourtant défaut à son maître Mitterrand. La vacuité de la réflexion institutionnelle est, en outre, renforcée par une redoutable incohérence qui, n'étaient les autres propositions, peu ou prou acceptables du rapport, destinerait ce dernier au classement vertical immédiat.

C'est ainsi qu'il est préconisé, avec le plus grand sérieux, de « faire évaluer ex ante et ex post tout projet de loi et de règlement, ainsi que les principaux textes communautaires », « afin de démontrer clairement son apport et son utilité ». Dont acte. Sauf que si la première partie de la proposition ne soulève aucune difficulté, la seconde sur

les textes européens, en revanche, ne peut que susciter la colère tant elle est une insulte à l'intelligence. En l'état actuel du droit européen communautaire, il est, en effet, impossible (et l'on ne voit guère pourquoi et quand cela changerait) d'évaluer en interne des règles juridiques issues des institutions communautaires. La Commission de Bruxelles ainsi que la Cour de justice des communautés européennes manifesteront aussitôt leur désapprobation par voie d'amendes et de sanctions financières lourdes, sur le fondement, entre autres, du "manquement d'État". Le rapport Attali n'en est pas à une contradiction près et cela ne l'empêche pas de prôner, quelques lignes suivantes, la « transposition » de « toute directive européenne dans les plus brefs délais et sans exception ». Manière par là de contenter, à la fois, les gogos souverainistes et les eurobéats dont il fait partie. CQFD.

Ultralibéralisme militant

Si tout n'est pas à rejeter dans ce rapport, bien qu'il manque singulièrement de hauteur et de souffle, force est de constater qu'il suggère un certain nombre de pistes bien peu favorables à la France en tant que nation possédant une âme et une identité. Pour Attali et les membres de sa commission, notre pays semble n'être plus qu'une entreprise tour-

née entièrement vers la réalisation de bénéfices. La France est pourtant bien plus que cela et ne peut être réduite à un gigantesque conseil d'administration. Ainsi, par exemple, « concéder aux commerçants isolés la gestion de certains services publics de proximité » (comme la Poste ou, aberration suprême, la trésorerie publique) traduit rien moins que la privatisation de prérogatives régaliennes, inconcevable dans un pays comme le nôtre, dont la tradition juridique et politique est fortement marquée par la souveraineté de l'État. Quant à l'instauration de « la liberté des négociations commerciales entre distributeurs et fournisseurs » et de « la liberté tarifaire », si elles sont incontestablement de bonnes idées, c'est à l'indispensable condition qu'elles s'insèrent dans un cadre réglementaire pré-existant. Celui-ci ne doit être nullement dépendant d'une quelconque intervention de l'État, surtout dans les domaines visés par le rapport Attali qui concernent avant tout les commerces de détail. A minima, il appartiendrait à des corporations de fournisseurs grossistes d'établir des relations contractuelles avec des distributeurs détaillants ou non, sous le contrôle de l'État qui veillerait à la sécurité des transactions sans s'immiscer le moins du monde dans ces dernières. La raisonnablement peut être étendu en matière sociale où, si la volonté est nettement affichée de libérer le travail des entraves juridiques existantes à ce jour, cepen-

dant, n'est prévu pour borner cette liberté soudain retrouvée.

De ce fait, prétendre autoriser « les entreprises de déroger à la durée légale du travail, à la condition expresse que cette disposition dérogatoire soit prévue par un accord de branche et fondée par un accord majoritaire dans l'entreprise » est une gageure qui frise même l'hypocrisie. Il faut garder à l'esprit la trame générale du rapport qui, loin de rompre avec l'idéologie mondialiste, cherche à y contribuer activement. Or, comment permettre aux individus de travailler plus, plus tôt et de s'arrêter plus tard, si l'entreprise ne prend pas place dans un maillage de solidarités organiques propres à palier les défaillances et accidents du système (maladie, licenciement, restructurations, etc.). La compétitivité exacerbée est inhérente au système capitaliste.

Au résultat, le rapport Attali est un vade-mecum ultralibéral qui nie par préterition cette loi physique de toute science politique assise sur l'expérience et la causalité, selon laquelle il n'est de croissance et de développement économique que si le politique guide la main du marché et ne le laisse pas dériver anarchiquement. Mais le politique suppose le monopole de la décision souveraine et celle-ci ne trouve naturellement (c'est-à-dire historiquement) à s'épanouir que dans un espace lui-même souverain. Otez cet espace et vous supprimez du même coup le politique. D'Attali à Bainville, entre deux Jacques, choisissez le meilleur, Monsieur Sarkozy !

ARISTIDE LEUCATE
*aleucate@yahoo.fr

Faites sauter la banque !

Le scénario de la tempête boursière qui a secoué, à la mi-janvier, les institutions financières est connu de tous. Il s'est joué en trois actes, dans une dramaturgie que l'on pourrait croire spécialement conçue pour les tabloïds.

Quinze jours après la débâcle boursière, le capitalisme financier marche encore et toujours sur la tête.

Au commencement, il s'agit d'une nouvelle prestation de Georges Bush qui endosse l'un de ses rôles favoris, celui du pompier pyromane. Voulant à tout prix éviter une récession de l'économie américaine, apparaissant pourtant comme une inévitable conséquence de la crise des subprimes de l'été dernier, le locataire de la Maison blanche présente un "plan de relance" basé sur 145 milliards de dollars de baisse d'impôts. Ces mesures sont si crédibles qu'elles suffisent à elles seules... à faire déviser l'ensemble des places boursières à travers le monde. Après quelques jours de

baisse durant lesquels chacun compte ses pertes, s'ouvre la deuxième séquence. La Société Générale, annonce piteusement avoir perdu, lors de la chute des cours, la somme colossale de 5 milliards d'euros – soit un quart de son chiffre d'affaire annuel – en raison de placements à haut risque. La faute est rejetée sur un jeune employé de 31 ans qui est accusé d'avoir élaboré une fraude diabolique. Enfin, la clôture de la représentation voit, comme à l'habitude, l'intervention des banques centrales qui grâce à leurs injections de liquidités contribuent à redresser une situation bien mal engagée, ainsi qu'un haussement de voix à peu de frais de Nicolas Sarkozy qui déclare, le 29 janvier, lors d'une rencontre avec ses homologues européens vouloir des marchés de capitaux favorisant « les entrepreneurs et non les spéculateurs ».

Rideau, la pièce est jouée. Les acteurs sont retournés vaquer à leurs occupations et brasser les milliards dans l'anonymat. Cependant, nul ne peut ignorer que le capitalisme financier actuel est assis sur de véritables barils de poudre. De tels soubresauts ne sont que les répliques d'autres

plus anciens, et les prémices de ceux à venir. Dans cette perspective, chacun des trois tableaux décrits précédemment appelle une remarque.

Qui définit les règles ?

Tout d'abord, la cause du krach de janvier, la crise des subprimes, est loin d'avoir produit tous ses effets. Rappelons que cette crise des subprimes correspond à l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis. Dans les faits, des millions de familles américaines, qui avait souscrit des prêts à taux variable pour acheter des maisons qu'elles ne pouvaient normalement s'offrir, ont été dans l'impossibilité de rembourser leurs emprunts aux mensualités devenues trop élevées. Au désastre humain et social – des quartiers résidentiels entiers transformés en villes fantômes hantées par des SDF – est venue s'ajouter, sur le plan financier, la menace d'une crise du crédit. Après avoir perdu beaucoup d'argent en prêtant de façon inconsidérée, les banques américaines sont désormais réticentes à soutenir des projets per-

tinents. Ce manque de financement pour l'économie agite naturellement le spectre de la récession. Plus largement, apparaissent ici en pleine lumière les risques générés par un système économique fondé sur la dette sans limite des consommateurs.

Concernant l'affaire de la fraude de la Société Générale, les responsabilités de chacun ne sont pas encore établies, mais il semble difficile de croire que la hiérarchie de la banque ait totalement ignoré les agissements irresponsables de son trader. Dès lors, ce naufrage boursier se présente sous la forme d'une alternative qui fait froid dans le dos : soit il s'agit d'un fou qui a profité des failles d'un système fou, soit le deuxième établissement bancaire français a fait reposer son avenir sur des placements douteux et se voit bien heureux qu'un de ses soldats perdus porte le chapeau. Tout cela n'est pas sans rappeler, certes dans un autre style, les scandales Enron et World Com de 2001 et 2003, qui avaient vu des grands patrons américains truquer les comptes de leurs sociétés afin de maximiser la valeur de leurs actions. Il y a fort à parier que cet objectif du profit sans limite à court

terme provoquera bien autres catastrophes financières.

Enfin, les déclarations d'intentions, voulant protéger les entrepreneurs contre la prédation des spéculateurs, du Président de la République, laissent extrêmement sceptiques à partir du moment où n'est pas remise en cause la totale liberté de mouvement des capitaux au niveau planétaire. La thèse phare des thuriféraires des marchés financiers, selon laquelle ces derniers permettent une allocation optimale des ressources, trouve chaque jour son démenti. En témoignent les flots d'argent se déversant régulièrement dans les niches, désignées comme les nouveaux eldorados de la finance, et ne provoquant que surliquidités, bulles spéculatives et finalement effondrements des marchés locaux, comme lors des crises asiatiques des années quatre-vingt-dix. La tentation d'une régulation mondiale s'avère irréaliste et idéologique. Chaque économie nationale réclame plus ou moins de capitaux en fonction de ses besoins du moment. C'est à la souveraineté de définir les règles qui en décident.

NICOLAS VEY

FOSSOYEUR

Le président serbe sortant, Boris Tadic a été reconduit à la suite du 2^e tour, avec 50,5 % des voix. Cet europhile est membre de Demokratska stranka - Parti démocratique, un parti politique membre observateur du Parti socialiste européen et membre consultatif de l'Internationale socialiste. Favori de l'étranger, spécialement des nouvelles classes oligarchiques transnationales, Tadic sera sans doute le fossoyeur de la Serbie, la faisant entrer dans le maelstrom eurocratique au prix de son indépendance, de son identité et de sa province séminale, le Kosovo-Métochie. Ce dernier est totalement livré aux mafias et aux islamomaoïstes de l'Uck. Avec le secours diligent de "notre" ministre des Affaires étrangères, les brigands qui dirigent le Kos-Met déclareront unilatéralement l'indépendance d'un narco-État qui constituera également un avant poste pan-touranien au cœur de l'Europe.

KHARTOUM
SOUTIENT LES
REBELLES AU TCHAD

Paris qui a toujours soutenu Idriss Déby est en difficulté. On ne s'explique pas que les militaires français n'aient pas reçu l'ordre de protéger l'homme de la Françafrique au Tchad comme ce fut le cas jusqu'alors. Lâcher Idriss Déby comme le fait le Quai d'Orsay c'est prendre le risque de voir s'installer au Tchad un pouvoir pro-soudanais. Khartoum veut compromettre l'arrivée de la force d'interposition - nommée Eufor - désormais très improbable dans laquelle la France s'est beaucoup (trop ?) engagée. Paris semble encore en mesure de peser sur l'Union Africaine, à moins que le risque de contagion n'inquiète les Sardanapales africains : l'Union africaine a mandaté les présidents congolais Denis Sassou Nguesso et le Libyen, Mouammar Kadhafi, afin qu'ils trouvent une « solution négociée à la crise actuelle ».

ENRÔLEMENTS
FORCÉS AU TCHAD..

Suite aux lourdes pertes lors des combats de ces dernières semaines l'armée - comme les rebelles - pour combler leurs pertes procèdent à des enrôlements forcés, souvent de mineurs voire d'enfants. Aucun recours n'est prévu contre les enrôlements abusifs, bien qu'ils soient prohibés par la loi tchadienne. Le fléau de la réquisition, en particulier d'enfants, reste une des plaies de l'Afrique, qui reste pour l'essentiel inaccessible aux esprits humanitaristes des Occidentaux, tant ils sont bercés de fables sur les "bons sauvages", alors qu'en l'espèce il s'agit de sauvagerie... tout court.

S. de K.

Le Kenya dans la tourmente

Le Kenya est longtemps passé pour un îlot de paix et de prospérité dans une région tourmentée. L'explosion meurtrière qui a suivi l'élection présidentielle du 27 décembre

La fragmentation ethnique a longtemps assuré une paix relative au Kenya, mais le système a fini par voler en éclats.

2007 - avec son cortège de massacres à la machette, ses fermiers kikuyus brûlés vifs dans une église et ses affrontements entre milices ethniques dans les bidonvilles de Mombasa et Nairobi... - y a substitué le spectre du Rwanda et menace toute la région des Grands Lacs, dont le Kenya constitue l'accès à la mer. Il importe donc de comprendre ce qui s'y passe.

Le Kenya compte quarante-huit ethnies reconnues, réparties en trois grands groupes ethnolinguistiques : bantouphone (environ 60 %), nilotique (environ 30 %) et couchitique (moins de 10 %). Parmi eux, les principales tribus bantouphones sont les Kikuyus (20 %), les Luhyas (12 %), les Kambas (9 %), les Kisiis (5,5 %) et les Merus (4,5 %). Les nilotiques sont essentiellement représentés par les Luos (11 %), Kalandjins (9 %), Masaïs (2 %) et Samburus.

Une mosaïque ethnique

Comme dans la quasi-totalité des pays africains, l'adhésion politique y est avant tout ethnique, ce que confirmait un sondage préélectoral dans lequel 39 % des sondés reconnaissaient un choix purement ethnique. C'est sur la nature exacte de cet attachement et sur sa prégnance et son caractère conflictuel que se noue l'incompréhension entre tenants des thèses ethniques et défenseurs des causalités socio-économiques.

En effet, les facteurs de cette adhésion sont multiples et leurs interactions complexes. Y entre pour une part un aspect identitaire, essentialiste. Mais la question du partage des richesses et du pouvoir y est également pour beaucoup : le dirigeant a la responsabilité des membres de sa famille, de son clan, de sa tribu. En contrepartie de leur soutien, il doit leur ouvrir l'accès aux richesses, dont l'occupation des terres offre un exemple éclatant. Aussi le tribalisme est-il à la fois un puissant vecteur de mobilisation et la base d'un système politique dans lequel le vainqueur raffle toute la mise au détriment des minorités.

La fragmentation ethnique a longtemps assuré une paix rela-

tive du Kenya. Aucune ethnie n'y est majoritaire. La conquête du pouvoir suppose donc des coalitions, et par conséquent un partage des richesses. Le caractère fluctuant de ces coalitions permet à chaque minorité d'espérer participer au pouvoir. L'usure et le blocage du système des

coalitions et l'aggravation des inégalités dans un contexte de forte croissance - 6-7 % par an - ont cependant fini par le faire voler en éclats.

avait devenir son Premier ministre. Dès 2004, cependant, l'alliance éclata, et Odinga fut évincé, Kibaki retrouvant en contrepartie le soutien d'Arap Moi.

Conséquence de la dimension clientéliste des politiques ethniques, la répartition des richesses est particulièrement in-

égale au sein des ethnies, certes, mais surtout entre elles, ce qui est probablement plus inacceptable que de classiques inégalités économiques. Sur un plan territorial et agricole, la redistribution des terres s'est effectuée essentiellement au profit de fermiers kikuyus, et notamment par l'obtention de terres dans des zones pastorales, comme chez les Masaïs. Le traditionnel conflit sédentaire-nomade aurait pu rester supportable s'il n'était aggravé par une importante pression démographique, entraînant une véritable guerre larvée pour l'eau et la terre.

Ce désir de revanche a cependant effrayé l'élite kikuyue, craignant de tout perdre. Res-soudé, ce groupe rassemblé avec ses alliés autour de Kibaki le pousse à tout faire pour rester au pouvoir.

En 2007 et pour la première fois, l'opposition excluant les Ki-



coalitions et l'aggravation des inégalités dans un contexte de forte croissance - 6-7 % par an - ont cependant fini par le faire voler en éclats.

Des coalitions électorales fragiles

Dès 1952, les Anglais s'étaient appuyés sur les tribus nilotiques pour écraser la révolte kikuyue des Mau-Mau. En 1963, à la veille de l'indépendance, les alliances s'étaient recomposées au sein de la Kanu (Kenyan African National Union) rassemblant les Kikuyus et leurs alliés bantouphones, mais aussi les Luos, dirigés par Jamarogi Odinga, père de l'actuel candidat d'opposition, à qui le leader kikuyu, Jomo Kenyatta, avait promis un partage des grandes propriétés européennes.

L'alliance se retourna dès 1966, avec l'éviction d'Odinga et des Luos au profit d'un nouveau vice-président, Daniel Arap Moi, qui apportait les voix des Kalandjins, Masaïs et Samburus jusque-là dans l'opposition. Elle se poursuivit après la mort de Kenyatta en 1978, sous la présidence d'Arap Moi, jusqu'à la démocratisation imposée en 1991. Des violences ethniques, instrumentalisées par Arap Moi pour se maintenir au pouvoir, marquèrent les élections qui suivirent en 1992 et 1997. Son dauphin, Uhuru Kenyatta, fils du précédent, fut cependant battu en 2002 par Mwai Kibaki, vieux politicien kikuyu qui avait été vice-président d'Arap Moi avant de rompre avec lui au début des années 1990, à la tête d'une coalition "arc-en-ciel" semblable à celle de 1963, rassemblant l'essentiel des Kikuyus mais aussi les Luos de Raila Odinga, qui de-

égale au sein des ethnies, certes, mais surtout entre elles, ce qui est probablement plus inacceptable que de classiques inégalités économiques. Sur un plan territorial et agricole, la redistribution des terres s'est effectuée essentiellement au profit de fermiers kikuyus, et notamment par l'obtention de terres dans des zones pastorales, comme chez les Masaïs. Le traditionnel conflit sédentaire-nomade aurait pu rester supportable s'il n'était aggravé par une importante pression démographique, entraînant une véritable guerre larvée pour l'eau et la terre.

Orientalisme

Sur un plan économique, les décennies passées au pouvoir ont permis la constitution d'une élite et d'une classe moyenne kikuyue disposant de certaines richesses, auxquelles n'ont guère accès que de rares membres des autres groupes. En parallèle, l'écrasante majorité de la population urbaine s'entasse dans les gigantesques bidonvilles de Kibera et Mathare, et n'a nullement profité de la forte croissance kenyane, exacerbant les ressentiments sociaux qui trouvent aujourd'hui leur traduction ethnique.

L'éviction d'Odinga en 2004 a conforté les Luos dans l'idée d'être privés depuis trop longtemps d'un accès mérité au pouvoir, et a fait de lui le porte-drapeau des pauvres et des mécontents au sein d'une large coalition multiethnique, le Mouvement démocratique orange. Leur ressentiment a pris des airs de revanche à caractère ethnique, Luos contre Kikuyus, mais pas uniquement, ce que traduit le slogan - jamais repris officiellement par Odinga - de « 47 contre un ».

kuyus paraissait en mesure de remporter les élections, soulevant ainsi d'importants espoirs. Le trucage massif de l'élection présidentielle - reconnu à demimot par la commission électorale - a donc provoqué une immense explosion de colère qui s'est retournée contre l'ensemble des Kikuyus. Une colère d'autant plus violente que l'opposition ne peut compter sur une contestation légale. Dans les villes, les affrontements ont pris l'allure de conflits ethnico-politiques classiques dont les derniers événements témoignent éloquentement. On peut probablement parler aussi, dans certaines campagnes, de nettoyage ethnique, mis en œuvre dans le but de s'emparer des terres.

FRANÇOIS MARIN,
AFRICANISTEHAUTE
TRAHISON

Le 4 février 2008 les parlementaires français, conformément à leurs habitudes de traînées démocratiques, ont voté à une écrasante majorité la révision de la Constitution française, en vue de l'adoption du traité constitutionnel euro-fédéral de Lisbonne, clone à peine moins "solennel" du TCE concocté par les milieux euro-mondialistes et porté sur les fonds baptismaux par ce Fourtriquet de Giscard. Puisse-t-ils un jour être jugés pour leur forfait. Pour une analyse approfondie de la trahison que constitue ce traité, nous vous renvoyons à la lecture du dernier Cahier de l'Indépendance (n° 4, nov. 2007).

S. de K.

Palestine : une étrange affaire

Ce dimanche 3 février, à 9 heures du matin, heure française, la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte, dynamitée en plusieurs endroits quinze jours auparavant par le Hamas, a été refermée par les autorités égyptiennes.

Le président égyptien peut désormais se poser en pacificateur de la région, recevoir les représentants du Hamas et esquisser le début d'une négociation interpalestinienne.

Les reclus de Gaza, plus de 1 300 000 sur un territoire de 340 km², sont à nouveau enfermés "chez eux". Pourtant rien ne ressemble, et ne ressemblera plus à la situation d'avant.

Une étrange affaire, en effet, dont les conséquences sont multiples et parfois contradictoires :

C'est un échec pour l'État hébreu. Encouragé par les États-Unis, et probablement avec l'accord tacite du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas, dont les protestations officielles étaient destinées à son opinion, l'objectif d'Ehud Olmert était de provoquer la fin de la mainmise du Hamas sur ce territoire en exaspérant la population locale, en rendant la vie difficile puis impossible dans la "bande". Tel était en vérité le but du blocus imposé.

En faisant sauter le mur de béton et de fer qui fermait la frontière sud de la bande de Gaza, le Hamas a ouvert une fenêtre sur la liberté pour ses habitants. Sans doute avec l'accord de l'Égypte malgré ce qu'on a pu écrire.

Des dizaines de milliers de "reclus" ont pu librement aller s'approvisionner en Égypte voisine et faire des "réserves" de toutes sortes pour pouvoir tenir encore devant le blocus.

Le blocus pourrait être rompu lorsque les Égyptiens laisseront faire le Hamas. Cette arme dont Ehud Olmert croyait disposer devient donc, peu dissuasive. Et pourtant.

ciaux, devraient désormais s'impliquer davantage dans cette affaire, chercher plus activement une issue à la crise.

C'est aussi un succès pour l'Égypte. L'afflux massif des habitants de Gaza dans la région frontalière de Rafah a été convenablement géré. Les débordements ont été rares, la fraternisation entre les populations des deux côtés de la frontière visible mais pas

merchandises vers Rafah. Tout a été, semble-t-il, vendu. Un véritable facteur de prospérité.

Et, en fin de compte, cette affaire a permis au président égyptien de se poser en pacificateur de la région. N'a-t-il pas reçu publiquement les représentants du Hamas et esquissé le début d'une négociation interpalestinienne ?

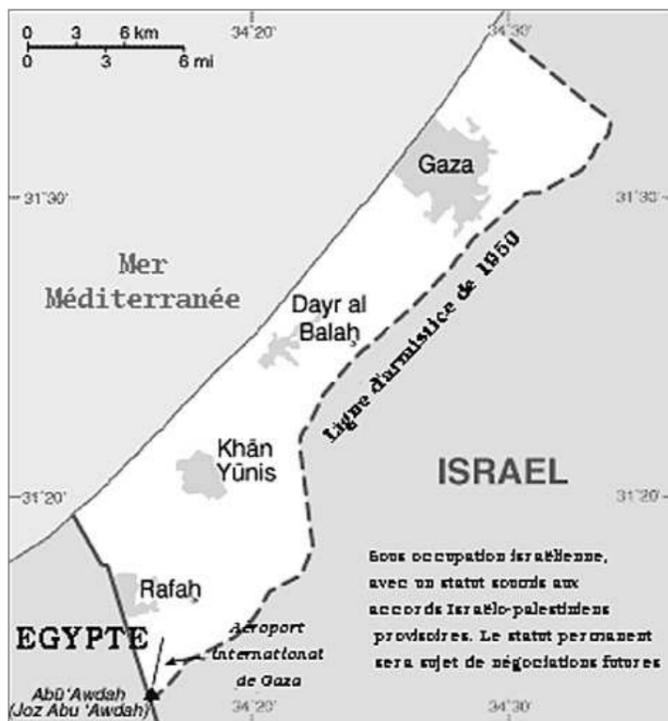
Au delà de ces péripéties, la crise de Gaza pourrait avoir une autre signification : l'appartenance de Gaza à l'entité palestinienne, centrée sur la Cisjordanie-est, peut-être moins naturelle que son intégration dans l'Égypte. Dès lors la Cisjordanie devenue un État, serait plus viable, plus gérable en quelque sorte. Le Caire est, pour le moment très réticent. La jonction entre le Hamas qui tient la bande de Gaza et les Frères musulmans si puissants en Égypte et soutenus ouvertement par certains milieux américains pourrait constituer un cocktail explosif pour la fragile stabilité politique actuelle de l'Égypte. Mais, elle aurait l'avantage, disent certains, de détacher le Hamas de Téhéran, son bailleur de fonds actuel.

Jeu extrêmement compliqué, mais non à écarter. Si la création d'un État palestinien viable, comprenant la bande de Gaza, échoue, hypothèse tout à fait plausible, ce scénario pourrait devenir envisageable. Non pas dans un lointain avenir, mais lorsque la nouvelle administration américaine, qu'elle soit républicaine ou démocrate, aura à s'attaquer à la pouidière palestinienne.

Nous savons, de source sûre, que cette hypothèse est sérieusement étudiée dans certains milieux spécialisés.

L'épisode de Gaza deviendrait ainsi un essai et aurait été une sorte d'expérience préparatoire ! Affaire à suivre...

PASCAL NARI



Ce dimanche 3 février, la frontière entre la bande de Gaza a été refermée par les autorités égyptiennes.

Les Israéliens profitent aussi, d'une certaine manière, de l'opération. La tension a considérablement baissé à Gaza. Pendant les deux semaines de liberté, les tirs de roquettes sur le territoire israélien ont cessé, la gestion de la crise avec le Hamas a été transférée au Caire. Hosni Moubarak et ses puissants services spé-

enthousiaste. Cet afflux massif d'une population qui avait d'importantes réserves monétaires à dépenser a été une aubaine pour l'économie frontalière égyptienne. Les commerçants de Rafah ont réalisé des profits substantiels. Pendant plus de dix jours des files ininterrompues de véhicules de toutes sortes ont acheminé des

Élection présidentielle en Serbie

La courte - très courte - victoire du "pro-européen" Tadic ne doit pas trop monter à la tête des européistes. Déjà,

La courte victoire du "pro-européen" Tadic ne dégage pas pour autant l'avenir dans le sens voulu par Bruxelles et Washington.

il avait fallu tout le pouvoir de persuasion de la coterie euro-américaine pour éviter une proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo, avant cette élection, qui aurait vu, alors, le triomphe, catastrophique à ses yeux, du "pro-russe" Nolic. Certes, il n'y a là qu'une demi-manipulation, mais si cette victoire à l'arraché a dû faire pousser un soupir de soulagement à

Washington et à Bruxelles, on ne peut pas dire qu'elle dégage vraiment l'avenir dans le sens voulu.

D'abord, on souhaite bien du plaisir au vainqueur qui, face aux échéances nécessaires, ne pourra pas continuer l'espèce de double jeu qui le fait, un jour, proclamer son intention de rejoindre l'Union européenne, le lendemain sa volonté de ne pas renoncer à la souveraineté serbe sur le Kosovo. Comme si l'Union pouvait transiger avec un principe aussi absolu que la soumission de la Serbie aux idéologies mondialistes !

Ensuite, que pratiquement la moitié des Serbes ait clairement, et en dépit de tout, préféré l'hypothèse de l'alliance russe à celle de l'alliance européenne n'est guère encourageant pour le Tadic "pro-européen", qui va devoir composer avec un parlement dont la majorité ne lui est pas acquise, et - n'en doutons pas - avec l'in-

fluence non démentie du grand frère russe sur des fractions importantes de la vie serbe.

Enfin, il faut compter avec Vojislav Kostunica, l'actuel Premier ministre de Serbie qui, sans que les "européistes" osent contrecarrer ouvertement le "tombeur" de Milosevic, n'a jamais transigé avec les valeurs identitaires et nationales et peut se présenter, plus tôt qu'on ne le croit, comme un recours.

Or c'est lui qui est auréolé du succès de l'intervention du partenariat serbe, aux côtés des Russes, des Bulgares, des Grecs et des Italiens dans la construction d'un tronçon du gazoduc "South Stream", qui va peut-être rendre inutile le projet concurrent "Nabucco". Pour Kostunica, en effet, le tronçon construit avec la Russie doit faire de la Serbie "le leader économique de la région"

Ph.C.



Il faut toujours compter avec Vojislav Kostunica, l'actuel Premier ministre de Serbie qui peut se présenter comme un recours.

LE BROUILLAGE DES CARTES SE POURSUIT AU LIBAN



Toujours sans président de la République, en proie aux luttes internes, le Liban est, aux dires de la presse, au bord de la guerre civile. La manifestation du 27 janvier à Beyrouth, qui a dégénéré, entraînant la mort de sept civils militants chiites, et causant une quarantaine de blessés n'arrange évidemment rien. Le premier coup de feu, semble-t-il tiré d'un immeuble, tuant un cadre d'Amal, a déclenché des tirs violents, et provoqué ce massacre. L'armée ayant tiré sur la foule, elle risque une perte de crédibilité qui rejillira sur son chef, le général Michel Sleimane, le candidat à la présidence le plus consensuel. Doit-on voir dans cette manipulation la marque de la Syrie, systématiquement pointée du doigt à chaque exaction depuis l'attentat contre Raffic Hariri en 2005 ? Ou est-ce un nouveau coup tordu, venant d'un service qui chercherait à entraîner l'opposition, dite irano-syrienne, dans des affrontements ou représailles et par là augmenter sa diabolisation ? L'enquête unanimement demandée permettra peut-être d'établir les responsabilités.

Dans le même temps, la publication partielle du rapport israélien Winograd sur la guerre de juillet laisse supposer, selon Al Manar, des liens entre des membres de la majorité gouvernementale libanaise et Israël, demandant l'anéantissement total de l'opposition Hezbollah, ce qui nuirait quelque peu à l'unité du pays.

PHILIPPE ALEYRAC

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ? Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 14

Un précurseur

Barry Goldwater (1909-1998), qui fut par deux fois sénateur d'Arizona, de 1954 à 1965, et de 1969 à 1987, incarne la prise de conscience politique du conservatisme américain. Avant lui, son influence reste confinée à quelques revues au tirage modeste. Après lui, c'est tout une génération de jeunes intellectuels et politiques conservateurs qui se lanceront dans la bataille pour le pouvoir. Parmi eux, Ronald Reagan, qui deviendra gouverneur de Californie, puis réussira là où Goldwater a échoué en accédant à la présidence des États-Unis. Opposant de la première heure au progressisme, Goldwater s'engage très tôt contre un État jugé trop dépensier et trop dangereux pour la liberté individuelle, contre l'emprise des centrales syndicales et les politiques successives du parti démocrate. Lors de l'élection présidentielle de 1964, il incarne l'aile droite du parti républicain contre le fort modéré Nelson Rockefeller. Il finit par obtenir l'investiture du parti républicain face à Lyndon Johnson. Anticommuniste radical, il milite alors pour que l'Amérique s'affirme contre l'ennemi soviétique. En politique intérieure, il se fait défenseur du pouvoir des États fédérés contre le pouvoir central de Washington DC, ce qui le porte à critiquer la loi abolissant la ségrégation raciale dans le Sud du pays, le Civil Rights Act. Ses soutiens au sein du mouvement intellectuel conservateur viennent autant des libéraux conservateurs, des antifédéralistes, que des catholiques traditionalistes. Son slogan de campagne, largement inspiré de Cicéron, lui a été soufflé par un élève du philosophe Leo Strauss, Harry Jaffa. Il résume à lui seul l'ambition et les limites du personnage : « **l'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice, et rappelez-vous aussi que la modération dans la poursuite de la justice n'est pas une vertu** ». Goldwater, en déplaçant à droite la présidentielle de 1964 se coupe rapidement de l'électorat modéré. Johnson est élu avec une avance très confortable, et le conservatisme devient durant la décennie suivante le repoussoir idéologique absolu. Il faudra attendre Reagan pour qu'il revienne sur le devant de la scène, mais cette fois avec en renfort le néoconservatisme et la droite chrétienne, deux mouvements que le vieux sénateur Goldwater, à la fin de ses jours, goûtait assez peu.

B. DUPRÉE

La mort de l'esprit conservateur américain

■ Si nous doutions encore de la menace que l'esprit égalitaire de la démocratie faisait planer sur l'intelligence, alors l'évolution du conservatisme américain peut servir d'illustration assez édifiante. Au-delà de la dégringolade dans l'opinion publique du gouvernement de George Bush Jr, les diverses familles spirituelles de la droite américaine n'ont jamais été aussi divisées.

Essoufflement

Curieusement, il semble que l'histoire repasse les plats. La gauche américaine avait fait son unité pendant la période du New Deal autour de l'état fédéral fort et interventionniste de F. D. Roosevelt, avant d'exploser en vol au début des années 1970. Comme pour lui répondre, la droite fit de même autour de Ronald Reagan pendant les années 1980 au nom de l'anticommu-

nisme, et est en train d'exploser en vol sous nos yeux. La mobilisation contre le terrorisme qui lui a succédé n'aura été qu'un sursis. Les querelles de courants ont eu raison des amitiés anciennes forgées pendant la guerre froide : le néoconservatisme, et les conservateurs qui s'y sont ralliés ont procédé au grand nettoyage idéologique de l'américanisme conservateur. Les courants plus réactionnaires, plus atypiques, plus intransigeants, ont été chassés pour laisser la place à un mouvement intellectuellement en phase terminale, à la remorque du gouvernement fédéral, des lobbies divers et variés et uniformément impérialistes. La "doctrine Bush" en politique étrangère a éloigné la vieille droite isolationniste. Ses dépenses budgétaires colossales, qui font passer la politique de Great Society de Lyndon Johnson pour une peccadille, révulse ses soutiens

les plus libéraux. La droite religieuse semble s'être mise en congé du paysage politique, fatiguée de voir ses demandes ignorées.

L'effacement des antimodernes

Les théoriciens du nouveau conservateur, qui lisaient jadis avec intérêt Adams, Santayana, Tocqueville, mais aussi Maurras, Maistre, Cortès ou Edmund Burke ont laissé la place à des polygraphes sans talent à l'image de l'éditorialiste vedette de la National Review, Jonah Goldberg. Celui-ci, après une carrière dans les médias et le "chobiz", vient d'écrire un essai d'une nullité abyssale cherchant à démontrer la parenté commune entre la social-démocratie et...le nazisme. Il est devenu difficile d'éprouver de la sympathie pour des gens qui mettent Clinton et Hitler dans

le même sac, qui se proposent de démocratiser la surface du globe à coups de missiles intercontinentaux ou de drones, et de cultiver l'étroitesse d'esprit du fondamentalisme protestant de la bible belt comme le meilleur exemple de l'américan way of life.

Que sont devenus les partisans du vieux Sud anti-fédéraliste ? Les traditionalistes antimodernes ? Les libéraux conservateurs pas si démocrates que ça ? Les social conservateurs ? Certainement pas derrière McCain, Romney ou Huckabee. Il faut se pencher à la marge du débat public pour les retrouver, tant leur message est devenu inaudible. Comme dit la chanson « **la loi du nombre est un tyran stupide** », les bonnes idées n'attirent pas les foules en démocratie, et il faut un véritable talent d'entomologiste pour les retrouver.

PIERRE CARVIN

Ron Paul for President !

Parmi les candidats à l'investiture du Parti républicain, Ron Paul fait figure d'OVNI. Discret, déterminé, affable, moralement rigoureux, il est

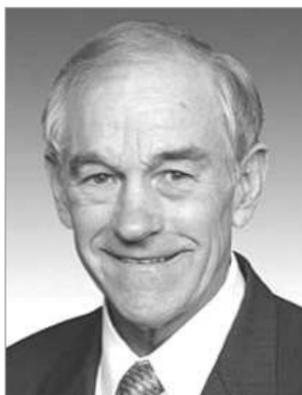
Il est conservateur sur le plan moral, libéral en politique et opposé à la politique impériale de Bush. C'est peut-être pour ça que les médias ne l'invitent pas.

le seul candidat anti-système. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les grands médias "l'oublient" systématiquement. La dernière vexation en date remonte à un débat entre candidats républicains organisé dans le New Hampshire par la chaîne du néo-conservateur Rupert Murdoch, Fox News, qui a cru bon de ne pas l'inviter. La raison invoquée : trop petit candidat.

Conservateur authentique

Pourtant, les premières élections primaires du parti le plaçaient entre 4 et 14 %, soit la seconde place derrière Mitt Romney lors du caucus du Nevada du 19 janvier 2008. Ron Paul a dû faire face à l'ostracisme, puis au dénigrement systématique. Mais pourquoi en vouloir à ce médecin, bon père de famille et gestionnaire tatillon des dépenses publiques ?

Peut-être est-ce parce qu'il incarne la mauvaise conscience du conservatisme américain contemporain. Ron Paul est resté fidèle à l'esprit du Parti républicain d'avant-guerre, et rejette sa transformation en parti impérial. Plutôt que de voter avec ses collègues pour l'augmentation des crédits militaires, pour la distribution inconsiderée d'aides sociales et des



Ron Paul est resté fidèle à l'esprit du Parti républicain d'avant-guerre, et rejette sa transformation en parti impérial

prérogatives du gouvernement fédéral, il se fait le chevalier blanc du droit de propriété, de l'État modeste et surtout de l'opposition de droite à la guerre américaine en Irak : « **Pas d'intervention étatique ni dans la vie personnelle, ni dans la vie économique ou dans les affaires des autres nations** » résume-t-il.

Son credo, c'est la constitution de 1787 votée lors de la Convention de Philadelphie, ni plus, ni moins. Elle s'inspire de la déclai-

ration d'indépendance de 1776, qui protège la vie, la liberté et le droit au bonheur, le consentement à la république, et rien d'autre. Les convictions du sénateur Ron Paul sont claires et tranchées. Libéral conséquent, il n'a jamais voté pour l'augmentation des impôts, a milité pour la suppression de l'impôt sur le revenu et refuse régulièrement de cautionner les dépenses faramineuses des élites politiques, qu'elles soient républicaines ou démocrates. Il défend le droit à la vie, au port d'armes, et se méfie du pouvoir central de Washington.

Contre l'impérialisme

Mais c'est en politique étrangère que Ron Paul détonne le plus. Il se réclame des pères fondateurs de la Constitution qui proclamèrent que les États-Unis n'ont pas vocation à imposer leurs vues sur toute la planète. Au lieu de dépenser des millions de dollars en interventions militaires partout sur le globe, Ron Paul en appelle à la coopération pacifique avec ses partenaires. Quand la plupart des conservateurs, "néo-conservateurs" en tête, en appellent à envoyer des troupes supplémentaires au Moyen-Orient ou d'en remodeler la physionomie générale, il refuse de les suivre. Il est sans doute le dernier conservateur, avec Patrick Buchanan, à se scandaliser de l'interventionnisme américain dans le monde. Ron Paul n'aime pas les néo-conservateurs, il l'a fait savoir à plusieurs reprises, ce qui lui a valu beaucoup d'ennuis. En un sens, il est l'anti-Ru-

dolph Giuliani. L'ancien maire de New York est aussi candidat à la primaire républicaine, et y incarne le parti de la guerre le plus ultra.

Contrairement à ses collègues du Congrès, Ron Paul semble insensible aux sollicitations des lobbies, groupes de pression et d'intérêts qui grenouillent dans les antichambres des parlementaires. Les lobbies militaires, industriels ou pro-israéliens, très actifs ces derniers temps pour pousser à la guerre, n'ont su le convaincre de changer des positions qu'il a depuis trente ans. Malgré cela, Ron Paul jouit d'une popularité étonnante. Son équipe de campagne s'est concentrée sur Internet, qui relaie ses prises de positions avec beaucoup plus de complaisance que les médias officiels. En un temps record, le candidat Paul a pu lever des sommes considérables pour financer sa campagne, là encore, par l'intermédiaire d'Internet.

Malheureusement, la rigueur morale et le pacifisme du candidat Ron Paul ne suffisent pas pour que les intentions de vote décollent en sa faveur. L'électorat conservateur est lui-même un peu déboussolé. Conservateur, mais contre la guerre en Irak ? Libéral, mais opposé à l'immigration sans frein et au mariage gay ? Républicain, mais en guerre contre la politique dépensière de l'administration Bush ? Espérons toutefois que cet héritier de la confédération, de John Calhoun, Daniel Webster ou Patrick Henry trouve tout de même son public, qui reste et demeure le pays réel américain, au moins pour l'influencer dans le bon sens.

P.C.

■ Nicolas Kessler est l'auteur d'un ouvrage sur *Le Conservatisme américain* (PUF, 1998). Il a également enseigné l'histoire de la politique étrangère des États-Unis au Collège interarmées de Défense.

L'AF REÇOIT

NICOLAS KESSLER

« La famille politique la plus dynamique du pays »

L'ACTION FRANÇAISE 2000 – La famille conservatrice américaine paraît divisée. Existe-t-il vraiment aujourd'hui un mouvement conservateur aux États-Unis ?

NICOLAS KESSLER – Il n'existe pas de mouvement conservateur à proprement parler aux États-Unis. Plutôt un ensemble de groupes assez disparate qui se réclament de cette étiquette. On a pris l'habitude de les diviser en trois grandes catégories.

Les "paléoconservateurs" sont les héritiers du premier conservatisme des années 1950. Ce sont avant tout des anticommunistes, attachés aux libertés individuelles et hostiles à l'intervention de l'État dans l'économie. Ils sont généralement pro-européens et traditionalistes sur le plan culturel.

Les "néoconservateurs" sont d'anciens intellectuels de gauche qui ont effectué un spectaculaire virage à droite à la fin des années 1960. Beaucoup sont juifs. Bien que réconciliés avec le libéralisme économique, ils ont un *a priori* moins hostile à l'État-Providence que les "paléos". Ce sont des modernistes. Foncièrement idéalistes, ils sont persuadés que les États-Unis ont vocation à dominer et "transformer" le monde.

Les "théoconservateurs" enfin sont des intellectuels chrétiens, catholiques ou protestants, qui défendent l'agenda politique de la droite religieuse. Ils sont divisés en de nombreuses chapelles mais font bloc autour de certains thèmes communs : campagnes contre l'avortement, la pornographie et la sécularisation de la société. Ces trois groupes ont pu coopérer un moment, mais ils se détestent aujourd'hui cordialement.

Les neo-conservateurs sont l'objet de vives critiques de la part des autres courants qui leur reprochent leur hégémonie à Washington, leur politique étrangère agressive et leur peu d'empressement à faire avancer les autres dossiers qui leur tiennent à cœur.

L'AF 2000 – On entend peu les représentants de ces trois courants dans l'actuelle campagne électorale. Cela veut-il dire qu'ils sont sur le déclin ?

N.K. – Les difficultés récemment rencontrées par George Bush ont incontestablement affaibli la position des néo-conservateurs. Ce sont eux qui apparaissent comme les responsables de l'invasion de l'Irak et d'une obsession sécuritaire dont les Américains commencent à se lasser. Ce n'est pas une coïncidence si le candidat qu'ils ont tenté de soutenir, le new yorkais Rudolph Giuliani, a été laminé dès les premières primaires. La "guerre contre le terrorisme" ne fait plus recette et le programme des néo-conservateurs en matière de politique intérieure est considéré comme "gauchiste" par beaucoup d'électeurs. Les "theocons" ne sont pas vraiment des militants. Ils n'ont jamais joué un rôle actif lors des élections présidentielles.

Crise d'identité

Cela dit, la droite religieuse n'a rien perdu de sa puissance. Même si elle se montre relativement discrète faute d'un candidat qui corresponde réellement avec ses aspirations, elle reste capable d'éliminer à tout instant un prétendant qui heurterait de front sa sensibilité. Les "paléos", enfin, se confondent à peu de choses près avec les gros bataillons des militants républicains. C'est d'ailleurs la "droitisation" progressive de la société américaine qui explique en partie la crise d'identité du "mouvement" conservateur. Ses slogans ont soit été appliqués sans succès par Reagan et Bush, père et fils, soit se sont banalisés au point de perdre toute originalité.

L'AF 2000 – Le conservatisme américain a-t-il un avenir ?

N.K. – On considérerait-il y a cinquante ans que l'idée même d'un

conservatisme américain était une contradiction dans les termes. Nation libérale et éclairée, les États-Unis n'avaient que faire d'un courant politique considéré comme antimoderne et réactionnaire. Aujourd'hui, le conservatisme est peut-être la famille politique la plus dynamique et la plus inventive du pays. On est aujourd'hui fier de se dire conservateur, ce qui n'était pas le cas il y a seulement trente ans. Il faut donc se méfier des jugements trop catégoriques. Même divisé, le conservatisme américain s'appuie sur un réseau de *think tanks*, de revues, de magazines, de chaînes de télévisions locales et de sites Internet absolument phénoménal.

Bien sûr, ses expressions sont parfois discutables, et en tout cas toujours très... américaines. Mais un espace de liberté est ouvert pour la droite intellectuelle, qui n'a aucun équivalent en Europe. On trouve dans les grandes surfaces américaines des petits bréviaires conservateurs qui présentent Bonald, de Maistre, Bernanos et Donoso Cortés comme des maîtres à penser pour les jeunes générations ! Plus sérieusement le travail de fond effectué depuis les années cinquante aux États-Unis par les sociologues, politologues et historiens des idées vdes conservateurs – qu'on pense à Éric Voegelin, Leo Strauss, Robert Nisbet, Russell Kirk ou Thomas Molnar – fait de la pensée conservatrice américaine un point de départ incontournable pour quiconque entendra renouveler et rénover la pensée contre-révolutionnaire en Europe. Adapter au contexte politique de la modernité les enseignements de grandes figures de la pensée réactionnaire : c'est bien le défi auquel sont aujourd'hui confrontés les conservateurs du monde entier. Et les Américains ont, ici aussi, une longueur d'avance.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PIERRE CARVIN

Conservateurs, libéraux et libertariens

Les étiquettes sont trompeuses, et l'observateur français à vite fait de s'y perdre en essayant de transposer le clivage droite-gauche aux États-Unis. La gauche progressiste, interventionniste et pacifique sur la scène internationale est qualifiée de libérale-sociale. Les libéraux plus classiques ou néolibéraux protestent contre le détournement du terme, mais ont fini par s'y faire. Désormais, on les appelle "libertariens" ou "fiscal conservatives" : ultra-individualistes, "anarcho-capitalistes" et hostiles à l'État fédéral.

Mais ce milieu réserve parfois des surprises. Ainsi, l'un de ses intellectuels phares, Hans Hermann Hoppe, en défendant absolument les droits

de propriété contre les empiètements de l'État, en est venu au rejet de la démocratie et à la défense de la monarchie traditionnelle.

À côté des libéraux et des "libertariens", les premiers conservateurs américains redécouvrent Edmund Burke dans les années 1950. Ils se font par la suite les champions du "pays réel" américain, attaché aux valeurs morales, et critique antimoderne du "big business". Le néoconservatisme trouve ses origines à la fin des années 1960, mais au sein de la coalition progressiste : ses premiers épigones sont des sociaux démocrates, anciens trotskistes, écœurés par la surenchère gauchiste du parti démocrate d'alors. Sa critique des programmes sociaux de la *Great So-*

ciety de Johnson, de *l'affirmative action*, et son anticommunisme radical suffiront à lui délivrer un brevet de conservatisme. La Guerre froide fédérerait tout ce petit monde, et sa fin a sonné le triomphe du néoconservatisme, et la marginalisation de ses anciens alliés "libertariens" et conservateurs traditionalistes.

Patrick Buchanan anime autour de sa revue le dernier bastion du conservatisme authentique, le "social conservatisme". Cet Anglo-irlandais solidement catholique ose mettre en doute le bien fondé de l'alliance entre Israël et les États-Unis et l'intervention en Irak, ce qui a beaucoup déplu parmi les bushistes les plus illuminés de Washington.

P.C

Droit constitutionnel et réalités politiques

Sa véritable pensée sur les constitutions, Talleyrand l'a formulée en 1801 quand Roederer (1), chargé d'en préparer une pour les Cisalpins, lui soumet un projet en quelques articles en disant : « Il faut qu'une constitution soit courte et ... » Il ajoutait « claire ». Talleyrand lui coupant la parole conclut : « Oui, courte et obscure. »

Comte de Saint Aulaire,
Talleyrand, Dunod, 1936

Prestige des constitutions

Une constitution est la loi fondamentale qui régit l'ensemble des rapports entre gouvernants et gouvernés au sein de l'État. Elle fonde l'État et ne procède pas d'une construction rationnelle. En effet, la vie d'une nation ne commence pas avec une constitution élaborée par des juristes ; une nation procède de l'histoire et de la géographie.

Et pourtant, la Grande-Bretagne, berceau du parlementarisme moderne, ne possède pas de véritable constitution. Le droit de dissolution

de la Chambre des communes par le Premier ministre ou la démission de l'ensemble du cabinet lorsque sa politique est remise en cause par les chambres, ne figurent dans aucun texte. La "constitution" coutumière britannique s'appuie sur quatre textes historiques, la Grande Charte de 1215, la Déclaration des Droits de 1689 qui fonde la monarchie constitutionnelle, l'Acte d'établissement de 1701 qui organise la succession au trône, l'Acte du Parlement de 1911, modifié en 1949, qui limite les pouvoirs de la Chambre des Lords au profit de la Chambre des communes.

Le gouvernement de l'ancienne France se fondait aussi sur des coutumes ; la première constitution date de 1791 ; nous en avons depuis usé un certain nombre, avec prédominance de l'exécutif ou du législatif, monocratie ou bicamérisme, le tout avec l'insuccès que connaissent tous les Français qui n'ignorent pas l'histoire. La Ve République qui ne date que de 1958 et qui a pourtant subi dans sa courte existence quelques opérations de rajeunissement, semble déjà à bout de souffle.

Avantage de la coutume

La coutume possède l'avantage de s'appuyer sur la réalité et de s'y adapter sans cesse. La coutume britannique tient compte du particularisme insulaire du pays bien que la réforme

démocratique de 1911 ait brisé un équilibre séculaire. Une constitution coutumière est l'ensemble des règles relatives à l'organisation du pouvoir qui ne se trouvent pas sous forme écrite. Elle n'est pas réfléchie puisqu'elle ne procède pas d'une construction rationnelle. En effet, la vie d'une nation ne commence pas avec une constitution élaborée par des juristes ; une nation procède de l'histoire et de la géographie.

Talleyrand ne fut pas responsable des malheurs de la Charte de 1814 car il ne fut pas nommé dans la commission qui en arrêta le texte. Il savait qu'un problème politique délicat demande de la souplesse, il savait, dit justement le comte de Saint Aulaire, que l'imprécision des textes, comme celle des frontières, profite sans cesse au plus fort. : « **Que le prince gouverne hardiment et sagement, et c'est lui qui imposera son interprétation du contrat que la Charte, même octroyée, reste aux yeux du Parlement.** »

Une leçon d'histoire

L'ambassadeur de France, dont nous ne saurions trop recommander les ouvrages (*Louis XIV, Talleyrand, François-Joseph*), termine son chapitre sur la Restauration par une profonde remarque, digne de la sagacité d'un Bainville :

« **La rigidité des constitutions est leur fragilité. C'est peut-être pour avoir voulu faire avec précision du définitif que les constituants libéraux de 1814 ont fait du provisoire, alors que les constituants monarchistes de 1875, en élaborant un texte vague et en croyant faire du provisoire, ont fondé une république durable.** »

GÉRARD BAUDIN

* Pierre Louis Roederer (1754-1835), avocat et homme politique, fut conseiller d'État sous le consulat et ministre sous l'Empire.



Talleyrand
Une bonne constitution doit être « courte et obscure ».

Chronique des revues

* **EUROPE**, janvier-février 2008, 379 p., 18,50 euros : *Les historiens de l'Antiquité*. Deux entretiens particulièrement intéressants : l'un avec John Scheid, professeur au collège de France sur le thème : « **Le pontife et le flamme : religion et histoire à Rome** » ; l'autre avec Pierre Vidal-Naquet sur : « **Le jeu du même et de l'autre** », où sont analysées les sources grecque et biblique de la science historique occidentale.

* **LA REVUE DES DEUX MONDES**, janvier 2007, 190 p., 11 euros, avec un dossier sur le thème : « **1968-2008 : "Penser les ruptures"** », comprenant deux textes de Maurice Claudel.

* **REVUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE**, déc. 2007, n°4, 20 euros, autour de *Éditeurs et écrivains au XIX^e et XX^e siècles* pour, notamment, un intéressant article de Colette Becker sur « **Zola, écrivain-homme d'affaires** ».

* **ARCHÉOLOGIA** n° 451 – janvier 2008, 6 euros. Ce numéro contient un dossier thématique sur la Guyane précolombienne. « **La France a la chance de posséder, avec la Guyane, un territoire amazonien et sud-américain au riche potentiel environnemental, humain, culturel et scientifique. Le passé ancien de ce territoire est encore méconnu, éclipsé par celui plus récent des bagnes...** » On trouvera également un article de Christian Servelle sur *Payans et bergers néolithiques en Albigeois*. Comme on sait, le territoire de la France fut très anciennement peuplé.

* **LES DOSSIERS D'ARCHEOLOGIE** n°325, janv.-fév. 2008, 10,50 euros. La fonction des portails romans fut longtemps d'exprimer une foi partagée ; au sein d'une société désormais "post-chrétienne", ils assurent à cette foi un témoignage prolongé. Leur beauté reste entraînante, persuasive et peut même constituer une apologétique. Comme le dit l'Évangile, les « **pierres crieront** »... Cette excellente livraison nous forme à les bien connaître.

F.V.

Quelle "identité algérienne" ?

■ **À la suite de l'article de J.-P. Péroncel-Hugoz, nous avons reçu quelques lettres et messages dont celui de M. Claude Tropin qui nous signale – qu'il en soit remercié ! – une "lettre ouverte à M. Bou-teflika" écrite par M. André Savelli, professeur agrégé d'histoire, laquelle est diffusée sur le site forum.catholique.org. À titre de complément, et bien que cette page "Histoire et Patrimoine" ne tienne pas à favoriser le ton polémique, nous en extrayons les passages informatifs suivants :**

« En brandissant l'injure du génocide de l'identité algérienne par la France, vous savez bien que cette identité n'a jamais existé avant 1830. M. Ferrat Abbas et les premiers nationalistes avouaient l'avoir cherchée en vain. Vous demandez maintenant repentance pour cause de barbarie : vous inversez les rôles ! C'était le Maghreb ou l'Ifrigiya, de la Libye au Maroc. Les populations, d'origine phénicienne (punique), berbère (numide) et romaine étaient, avant le VIII^e siècle, en grande partie chrétiennes (500 évêchés dont celui d'Hippone-An-

naba avec saint Augustin). Ces régions agricoles étaient prospères. Faut-il oublier que les Arabes, nomades venus du Moyen Orient, récemment islamisés, ont envahi le Maghreb et converti de force, "becif", par l'épée toutes ces populations. [...] Et après quelques siècles de domination arabe islamique, il ne restait plus rien de l'ère punico-romano-berbère si riche, que des ruines.

Faut-il oublier aussi que les Turcs ottomans ont envahi le Maghreb pendant trois siècles, maintenant les tribus arabes et berbères en semi esclavage, malgré la même religion, les laissant se battre entre elles et prélevant la dîme sans rien construire en contre partie ?

Faut-il oublier que ces Turcs ont développé la piraterie maritime, en utilisant leurs esclaves ? Ces pirates barbaresques arraisonnaient tous les navires de guerre en Méditerranée, permettant, outre le butin, un trafic d'esclaves chrétiens, hommes, femmes et enfants.

Dans l'Alger des corsaires du XVI^e siècle, il y avait plus de 30 000 esclaves enchaînés. D'où les tentatives de destruction de ces bases depuis Charles Quint, puis les bombardements anglais, hollandais et même américains.

[...] Faut-il oublier que la France a respecté la langue arabe, l'imposant même au détriment du berbère, du tamashek, et des autres religions et a respecté la religion (ce que n'avaient pas fait les Arabes forçant les Berbères chrétiens à s'islamiser pour ne pas être tués, d'où le nom de *kabyle* : j'accepte. [...]) »

Ne soyons pas naïfs : il n'est pas de peuple qui ne procède à une reconstruction partielle de son passé pour affirmer, à ses propres yeux, une identité nationale - surtout quand cette dernière est en formation. Cela peut aller jusqu'à l'invention de véritables mythes, qui ne sont pas méprisables en soi. Nous avons les nôtres, sans doute ! Mais qu'est-ce qu'une identité qui ne reposerait que sur l'accusation diffamante d'autrui (ou presque) ! ? En plus de sa fausseté, dont rend cruellement compte l'historien, on pourrait diagnostiquer une véritable névrose : j'ai souffert, donc je suis ! Édifier un pays prospère, pour commencer, serait plus convaincant !

FRANCIS VENANT
francisvenant@voila.fr

Julien Gracq
1910-2007

Le 22 décembre dernier disparaissait, dans son austère maison familiale de Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire), à l'âge de 97 ans, Louis Poirier, en littérature Julien Gracq, l'auteur du *Rivage des Syrtes*. Son œuvre (deux volumes de la collection de la Pléiade) comporte de nombreuses pages passionnantes, dans lesquelles il exprime des opinions nuancées sur de multiples sujets littéraires, évoque des souvenirs et des paysages.

Élève de l'École normale supérieure, de 1930 à 1934, il y croisa Jacques Soustelle, Thierry Maulnier, Robert Brasillach, Georges Pompidou. Mais l'influence majeure qui s'exerça sur lui fut celle d'André Breton "le pape du surréalisme". On relève dans son œuvre des dizaines de références à celui-ci. Sous son influence, il adhéra au Parti communiste et il y milita.

Mais le jeune Louis Poirier n'avait pas pour autant abdiqué tout esprit critique. Ses yeux se

dessillèrent en août 1939, quand il apprit la conclusion du pacte germano-soviétique. Désormais, il se refusa à toute activité et même à toute prise de position politique publique. Mobilisé comme aspirant, il connut, grâce à "la stratégie Gamelin", des pérégrinations qui le conduisirent, avec des milliers d'autres, jusqu'au sud de la Hollande, et dans un camp de prisonniers en Silésie ; il évoquera par la suite ces semaines dangereuses, « **le voisinage du catastrophique et du paisible quotidien** ».

Libéré, il se contenta (après avoir songé à une thèse de géographie physique) d'un poste de professeur d'histoire et de géographie au lycée Claude Bernard, à Paris. « **Je pressentais que l'Université ne me serait jamais qu'un gagne-pain commode, peu exigeant** » (sic. p. 1025). Il se consacra alors de plus en plus

exclusivement aux Lettres, mais en esprit indépendant. *Il refusa le Goncourt offert en 1951, pour le Rivage des Syrtes*. Il refusa même la parution de celui-ci en "livre de poche", ainsi que l'invitation à déjeuner à l'Élysée formulée par François Mitterrand.

Il portait beaucoup d'intérêt à la littérature allemande et c'est dans la traduction qui lui est due que sera représentée, au printemps prochain, au Théâtre français, la *Penthesilée* de Kleist. Loin de tout penchant médiatique, Gracq mena la vie d'un sage et d'un lettré. Il n'en suivait pas moins l'évolution religieuse et politique en cours. Lui qui avait abandonné l'assistance à la messe vers l'âge de 18 ans, écrivait : « **À mesure que s'éloigne la liturgie traditionnelle, je trouve un charme neuf aux hymnes latines et aux proses des offices d'autrefois qui chantent encore dans ma**

mémoire... » Par ailleurs ses origines vendéennes s'expriment dans ses sympathies : Cathelineau, Charette et même la duchesse de Berry.

Enfin, l'histoire, surtout, l'avait conduit à une rigoureuse réflexion politique. Citons-le : « **Et j'oserais dire ici – tant pis – une de mes mauvaises pensées intimes, pensée couvée par des années de modeste enseignement de l'art de Cléo : parmi toutes les histoires nationales – sinon certes du point de vue artistique et idéologique du moins assurément de celui du rendement de l'énergie dépensée depuis trois siècles –, il n'y en a eu peu de plus bête que celle de la nation française** » (p. 1059). Depuis trois siècles : c'est à dire depuis 1789...

RENÉ PILLORGET

* *Julien Gracq : Œuvres complètes. Éd. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1995, 2 volumes.*

■ **Lundi 21 janvier 2008...** Je dois faire passer des épreuves orales de culture générale à des candidats à un concours administratif de catégorie A, c'est-à-dire du personnel de niveau licence, destiné à des fonctions d'encadrement dans la fonction publique.

21 janvier ! L'occasion est trop tentante... J'ai prévu, entre autres questions, celles-ci, posées successivement : « **Aujourd'hui, nous sommes le 21 janvier. Quel événement de la période révolutionnaire cette date évoque-t-elle pour vous ?** » « **Qui a condamné Louis XVI à la peine de mort ?** » « **Si vous aviez été député à la Convention, auriez-vous voté la mort du Roi ?** »

La première question fait l'objet de réponses justes, voire précises : « **Oui, c'était même place de la Concorde.** »

AURIEZ-VOUS VOTÉ LA MORT DU ROI ?
ou les ravages de l'instruction républicaine...

« **D'ailleurs, je suis passé par là le 21 janvier 1993, et j'ai été frappé par le nombre de personnes qui s'y étaient rassemblées.** » J'ai même droit à un « **21 janvier 1793, assassinat de Louis XVI !** », auquel je réponds « **assassinat ?** » On se rétracte : « **Euh, j'ai dit assassinat par provocation** »... Constatation réconfortante : personne n'évoque la mort de Lénine, pourtant survenue aussi un 21 janvier...

La seconde question appelle des réponses plus floues : « **euh, un tribunal...** » ou « **une délégation de l'assemblée nationale** », voire inexistantes : « **Je ne sais pas** »... Visiblement, la

Convention n'a pas marqué les esprits...

La troisième question pose les candidats dans un abîme de perplexité. Faut-il jouer la carte du "politiquement correct" ? Cela donne, dans presque tous les cas : « **Vous savez, par principe, je suis contre la peine de mort, mais, enfin, oui, Louis XVI était tout de même coupable.** » « **Coupable de quoi ?** » « **Il s'était enfui...** » « **Cela suffit-il à fonder une culpabilité ?** » « **Peut-être pas, mais il avait trahi, aussi...** » « **Trahi qui ?** » « **Euh, il avait correspondu avec l'étranger. Non ! C'était plutôt sa femme.** » Je réplique :

« **Avait-elle tout de même le droit d'écrire à son frère, l'empereur d'Autriche ?** » Pas de réponse...

Un autre candidat me lance : « **il s'était opposé aux réformes** »... Je réponds : « **Le Roi avait tout de même entériné la Déclaration des droits de l'homme, puis la Constitution civile du clergé** »... « **Oui, mais il était quand même contre les réformes...** »

Passons à la dernière candidate. Je m'attends au pire... « **Auriez-vous voté la mort du...** ». Je suis aussitôt interrompu par une voix assurée : « **Je n'aurais pas voté la mort, car c'est un de mes ancêtres qui a défendu le Roi.** »

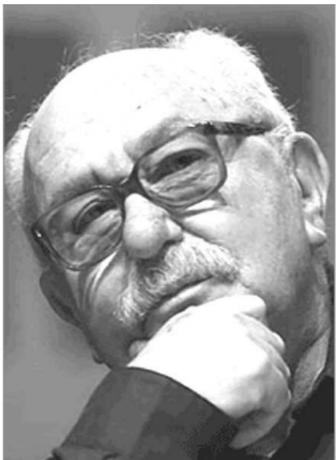
« **Comment s'appelait-il ?** » La candidate me cite le nom d'un des trois avocats qui ont défendu le Roi devant la Convention. Surpris et méfiant, je demande : « **Qui étaient les deux autres défenseurs ?** » Elle me cite aussitôt les deux autres noms... Je réalise que j'ai bien devant moi une authentique descendante d'un des trois avocats – Malesherbes, Tronchet, de Sèze – qui ont eu le courage de plaider la cause du Roi devant une assemblée où, selon le mot célèbre de l'un d'eux, ils cherchaient des juges, mais ne voyaient que des accusateurs...

C'est donc en arroseur arrosé que je termine ma série d'interrogations, tout en constatant les ravages qu'ont pu faire sur les Français des années d'instruction républicaine...

PAUL SENOI

Un certain Pierre Bousset, dit Lambert, est mort le 16 janvier dernier. Il a été ré-

Un constat s'impose après la mort de Lambert : un cycle historique a emporté très loin l'utopie communiste, et la ramènera, on ne sait quand, dans des "habits" que personne ne reconnaîtra.



Pierre Lambert

duit en cendres le 23 janvier, au Père-Lachaise. En présence de MM. les camarades Mailly, Blondel et Bergeron, de la CGT-Force ouvrière, syndicat créé avec les dollars de l'AFL-CIA. En présence aussi de MM. Mélenchon et Filoche, ci-devant trotskistes du Parti socialiste, passé du côté du désordre bourgeois depuis 1914. Lambert avait 88 ans. Il avait répondu à l'appel de Lev Davidovitch Bronstein, dit Léon Trotski, en 1938, et rejoint la IV^e Internationale. Depuis 1954, il dirigeait l'OCI, Organisation communiste internationaliste, l'un des trois principaux débris de la IV^e en France, « pour la reconstruction de la IV^e Internationale ».

De mortuis nihil nisi bene : d'un mort on ne dit rien, sinon du bien. Je n'ai donc rien à dire de Lambert. Je m'en tiendrai à juger de ses fruits. Dans cet exercice, j'ai été précédé par les tribunaux, qui ont eu à juger des malversations trotskistes à la mutuelle étudiante MNEF, comme au comité d'entreprise de la Sécurité sociale.

Le trotskisme aux poubelles de l'histoire

Le Pété (Parti des Travailleurs), dernier avatar du lambertisme, vient d'annoncer un avatar de plus : le POI, Parti ouvrier indépendant. Le Pété comportant déjà de prétendues tendances socialo-pe, stalinienne et anarcho-sindicaliste (simples sas vers la Vérité), on se demande quelle nouvelle succursale va encore tenir les pigeons en haleine. La fraction poivrot-schivardiste ?

La LCR (Ligue communiste révolutionnaire) ne saurait rester à la traîne, en fait d'opportunisme et de révisionnisme liquidateur. Son porte-parole Besancenot, miraculeux propriétaire d'un luxueux appartement à Montmartre, annonce qu'elle va se dissoudre dans une vague soupe "anticapitaliste", sous l'effigie du "Che", icône de « la grande distribution et de la friperie capitaliste », comme l'écrit si bien la NRH.

Quant à l'Union communiste, qui publie *Lutte Ouvrière*, la clique pourtant la plus sectaire du trio de frères ennemis, elle en est à faire listes communes avec des sociaux-traîtres du PS néo-libéral, à l'occasion des prochaines municipales.

Il est donc permis de penser que tous ces gens, tous, sont entrés dans la voie des trotskistes de Ceylan, qui en 1964 ont été autorisés à plonger le groin dans l'assiette au beurre gouvernementale, en échange d'un reniement pur et simple.

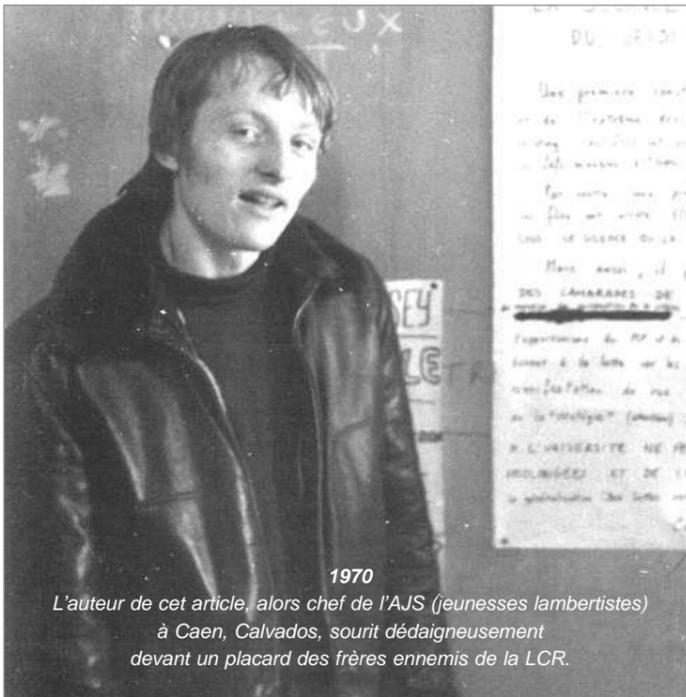
Le trotskisme en cendres

Comme Lambert, le trotskisme est en cendres. « J'y étais l'honnête homme qui cautionnais une escroquerie », a déclaré à *Canal +*, peu avant sa mort, Pierre Broué, historien du mouvement ouvrier si considérable que la NRH n'hésite pas à s'y référer. Mais dès les années cinquante, des dissidents (Claude Lefort) ont prédit que le trotskisme ne pourrait jamais se développer, parce qu'il n'était qu'un appendice du stalinisme, quelle que soit la violence de la concurrence entre ces deux variantes du léninisme totalitaire. Un stalinisme, en somme.

Je ne suis pas seul à voir Trotski dans ces « poubelles de l'histoire » où il précipita si brutalement ses camarades mencheviks en 1917, avant d'inaugurer les massacres que Staline perfectionnerait. Stéphane Courtois – autorité mondiale depuis la publication de son *Livre noir du communisme* (1997), traduit en vingt-cinq langues – exprime la même vision au terme d'un entretien fouillé avec la NRH (*La Nouvelle Revue d'histoire*, n° 34, janvier-février 2008, remarquable dossier "Trotski et le trotskisme") : « À partir du moment où la doctrine elle-même

chemise sale ». Nous sommes à l'autre extrémité du cycle historique qui a emporté très loin l'utopie communiste, un des plus vieux rêves de l'humanité, et qui la ramènera, on ne sait quand, dans une "chemise", dans des "habits" que personne ne reconnaîtra. Ni Cochet, ni Besancenot.

Au moment de refermer la porte sur ma jeunesse et mes illusions mortes *, je ressens quelque chose d'assez semblable à l'amertume de Louis Aragon, dans *Le Roman inachevé*, quand la déstalinisation paraît inéluctable, malgré la résistance frénétique du PC" F" :



1970

L'auteur de cet article, alors chef de l'AJS (jeunesses lambertistes) à Caen, Calvados, sourit dédaigneusement devant un placard des frères ennemis de la LCR.

n'est plus assumée par ceux qui en sont les porte-parole, on peut penser que le phénomène va se diluer dans le courant altermondialiste. En résumé, je crois que le trotskisme n'est pas voué à un grand avenir. »

Beaucoup de nos camarades du mouvement national ne parviennent pas à le comprendre. Ainsi Jean Cochet, qui soutient que « la métamorphose des trotskos consiste juste à changer d'habits » dans *Présent* du 30 janvier. Mais nous ne sommes plus à la veille de l'Octobre rouge, quand Lénine rejetait la dénomination de "social-démocrate" « comme une

On sourira de nous comme de [faux prophètes
Qui prient l'horizon comme une [immense fête
Sans voir les clous perçant les [paumes du Messie

PATRICK GOFMAN

* Patrick Gofman évoquait ses souvenirs de permanent trotskiste bényvole (!), de 1967 à 1979, dans *Cœur-de-cuir* (Flammarion, 1998). Il vient de publier *Hillary démasquée, meilleure vente des éditions Pardès en janvier 2008* (128 pages, 12 euros (cf. *L'Action Française* 2000 n° 2740 du 17 janvier 2008)).

Les amours particulières avec Force ouvrière

Parmi l'assistance lors des obsèques de Pierre Lambert, certains ont remarqué la présence de trois secrétaires généraux de Force ouvrière (FO), André Bergeron et Jean-Claude Mailly. Palliant ainsi l'absence de Jean-Christophe Cambadélis et Lionel Jospin. Une présence surprise pour certains, mais guère étonnante pour tous ceux qui s'intéressent aux chapelles de l'extrême gauche française.

Paru il y a une dizaine d'années, *Cet étrange Monsieur Blondel*, l'ouvrage de Christophe Bourseiller, est en effet la mise en lu-

mière de l'itinéraire de l'ancien secrétaire général de FO, Marc Blondel. Mais surtout, derrière cette enquête sur l'un des dirigeants syndicaux les plus puissants de France, est retracée l'"importance" du réseau trotskiste-lambertiste sur la vie politique.

Ce livre nous donne de précieuses indications sur la pratique de l'entrisme dans les organisations du mouvement ouvrier français par les lambertistes, fidèles en cela à la pensée de Léon Trotski. Une pratique qui leur permet de se constituer comme un réseau d'influence. Une opération délicate. Produit

de la Guerre froide, et financée indirectement par la CIA, FO est en effet une centrale qui regroupe en son sein... des anticomunistes de droite et de gauche.

Montrant que le lambertisme, « c'est à la fois un idéal qui a échoué et une PME qui a réussi », Christophe Bourseiller nous livre un document qu'il serait bon de rééditer.

ARNAUD NAUDIN

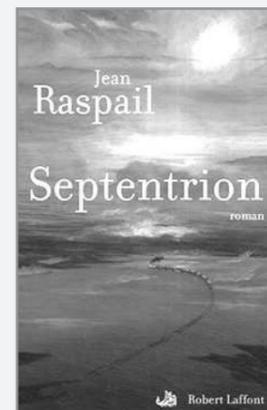
* Christophe Bourseiller : *Cet étrange Monsieur Blondel*, enquête sur le syndicat Force ouvrière. *Bar-tillat*, 304 pages.

JEAN RASPAIL

Septentrion

Robert Laffont, 402 p., 21 euros

Fuir la ville vers le nord tant qu'il est encore temps et sans se retourner. C'est la seule et



provisoire issue pour les trente cinq personnes, militaires, femmes et enfants, entassées dans un antique train de la Compagnie princière des chemins de fer du Septentrion. S'ils fuient, c'est que le Septentrion a basculé dans la barbarie des hommes en gris.

Jean Raspail a eu la bonne idée de rééditer cet excellent roman paru initialement en 1979 qui reprend : les grands espaces, la résistance de quelques-uns, à la tyrannie, la méfiance envers les masses. Un vrai régal.

P.L.

ERNST JÜNGER

La Guerre comme expérience intérieure

Christian Bourgois, 168 p., 6 euros

Saluons la réédition en poche d'un des premiers textes de Jünger, paru pour la première fois en 1922. Dans ce complément théorique à Orages d'acier, l'écrivain allemand revient sur l'expérience centrale de sa génération : la première guerre mondiale, le long séjour dans les tranchées.

Plus qu'un simple témoignage sur l'horreur des combats, on y trouvera les confessions d'un jeune homme animé d'une volonté farouche de sublimer la barbarie ambiante dans une attitude et un esprit conquérants. Un texte prophétique, indispensable à la compréhension de l'état d'esprit des anciens combattants durant l'entre-deux-guerres.

P.L.

ANNE BERNET

Bernadette Soubirous

Coll Tempus, Perrin. 386 p., 9,50 euros

À la veille du cent cinquantième anniversaire de la première apparition de la sainte Vierge à Lourdes, nous sommes heureux d'annoncer la réédition du livre de notre amie et collaboratrice Anne Bernet, Bernadette Soubirous. En livre de poche aux éditions Perrin, collection Tempus. Un ouvrage qui n'a pas besoin d'être hagiographique pour exprimer derrière les faits l'extraordinaire réalité spirituelle des événements.

M.F.

Gofman signe HILLARY DÉMASQUÉE



SAMEDI 9 FÉVRIER DE 15 HEURES À 18 HEURES à la librairie Duquesne, 27 av. Duquesne, Paris 7^e



LES FILMS DE FÉVRIER

● **BIENVENUE CHEZ LES CH'TIS** – Une ch'tote virée chez eul'gens d'eul ch'Nord, au pays des tartines de Maroilles trempées dans le bol de café-chicorée du petit-déjeuner, de la "frite à Momo" et des ch'tiotes "biloutes", ça n'a rien de désagréable. Sauf pour un "minot" du sud de la France ! En l'occurrence pour Philippe Abrams, Kad Merad, directeur de la poste de Salon-de-Provence qui, du pays des cigales, du soleil, du rosé de Provence, de la bouillabaisse et de la douceur de vivre, se retrouve muté au pays des beffrois, des maisons en briques rouges, de la bière et des frites et du froid digne du Pôle Nord. Ajoutez à cela un parler, un "dialecte" – le "cheutimi" – incompréhensible pour un sudiste et vous comprendrez que pour Philippe Abrams cette mutation, qui n'a rien d'une promotion canapé, c'est le ciel (avant la pluie nordique) qui lui tombe sur la tête. Laissant femme et enfant (inquiets) sous le soleil de Provence, Philippe Brames débarque à Bergues, petite ville du Pas-de-Calais. Passé l'adaptation, il va s'apercevoir que les gens du Nord ont effectivement dans le cœur le soleil qu'ils n'ont pas dehors, à commencer par ses subalternes, dont le facteur Antoine, Dany Boon, qui, s'il rentre plus beurré qu'un ch'ti Lu de ses tournées, est prêt à se mettre en quatre pour son nouveau directeur. Comme on dit là-bas : quand on arrive dans le Nord, on pleure. Quand on repart, on pleure aussi... Drôle, tendre, cette comédie réalisée par Dany Boon est un grand moment de bonheur et de fraîcheur dans la morosité ambiante actuelle. Un chose est sûre c'est pas du "brun" !

● **JOHN RAMBO** – Aventures en Birmanie ! À l'écart de la guerre civile qui fait rage à la frontière birmane, retiré dans le nord de la Thaïlande où il capture des serpents, John Rambo, Sylvester Stallone, s'est rangé des mitrailleuses, des couteaux crantés et autres armes de guerre. Pourtant, lorsque les membres d'une association humanitaire, venus porter aide et assistance à des villageois Karen persécutés par des soldats birmans, sont faits prisonniers (et quelques-uns zigouillés) par ces derniers, John Rambo reprend du service aux côtés de mercenaires choisis pour exfiltrer les survivants, inutile de vous dire qu'avant que "la boucle soit bouclée", ça va dézinguer sec, et pas avec de l'artillerie calibrée pour fillette. Du robuste, du brutal et des dialogues du genre minimum syndical dans ce quatrième Rambo signé et interprété par un Sylvester Stallone qui, loin d'être grotesque boucle honorablement la boucle de la série.

ALAIN WAELKENS

CULTURE

Le monde selon Lasch

Historien, philosophe, biographe de l'« homme psychologique de notre

Le philosophe américain Christopher Lasch livre les clefs du monde tel qu'il ne va pas.

temps », Christopher Lasch a toujours pris soin de révoquer la naïveté moderniste propre à certaine critique sociale. La lecture de Gramsci et Lukacs, théoriciens hétérodoxes du marxisme occidental, celle d'Horkeimer, Adorno et Marcuse, maîtres de l'École de Francfort, l'a très tôt affranchi sur la formidable puissance d'intégration culturelle du capitalisme : « Loin d'assister à la démocratisation de la culture, il semble que nous soyons plutôt les témoins de son assimilation totale aux exigences du marché. » Au fil d'une œuvre qui conserve sa radicale actualité par-delà les polémiques parfois datées auxquelles elle renvoie, il s'employa à élaborer un discours critique sans équivalent. Chez Lasch, le souci de combattre toute forme d'oppression totalitaire ne cède jamais rien à la religion du progrès ; le devoir de transformer le monde n'abolit jamais la volonté de conserver la décence nécessaire à une vie pleine et bonne, ce que George Orwell nommait la *common decency*. Une notion essentielle, dont Jean-Claude Michéa, inlassable promoteur de la

pensée de Christopher Lasch en France, fait une clef de voûte et un mot de ralliement.

A la suite, il faut lire le philosophe américain pour comprendre les désordres du monde présent.



Christopher Lasch 1932-1994

Trop réactionnaire pour les uns, trop marxisant pour les autres, cet héritier de l'École de Francfort a nourri un courant de pensée qu'aux États-Unis on appelle le « populisme ». Au fondement du populisme, se trouve l'idée que la morale et les usages communs manifestent une raison et un sens qui méritent d'être considérés avec sérieux. C'est vrai aussi bien à propos de la culture, du fonctionnement de la démocratie et du rôle des élites, que de l'érosion de la personnalité submergée par des images extrêmes et une rhétorique de la survie. Cet « assiégement du moi » des citoyens-consommateurs des démocraties commerciales, palpable dès lors qu'il est question de catastrophes

écologiques, de pénuries définitives, d'insécurité sociale et économique, de prolifération nucléaire ou des mutations du vivant a fourni la matière de *The Minimal Self : Psychic Survival in Troubled Times*, un livre publié aux États-Unis en 1984 et qu'on ne découvre en France qu'aujourd'hui.

Selon son habitude, Christopher Lasch mène l'attaque à front renversé, établissant ses positions sur des lignes de défense jugées conservatrices ou réactionnaires. Résister au déracinement et à la modernisation forcée lui paraît le plus souvent une attitude de bon sens pour préserver son intégrité personnelle dans les temps troublés du libéralisme avancé. Mettant en cause la victimisation des minorités, les diverses psychologies du développement personnel, le darwinisme social et les archétypes de la littérature et du cinéma populaires, le sociologue s'attache à distinguer les efforts légitimes en vue de préserver son intégrité et la lutte « survivaliste » contre un monde extérieur jugé radicalement mauvais. Dans un premier chapitre intitulé « Consommation, narcissisme et culture de masse », il s'en prend avec énergie aux illusions progressistes-modernistes sur le meilleur des mondes à venir grâce aux progrès de la science. De fortes pages qui ne sont pas sans évoquer quelques célèbres passages de *la France contre les robots* de Georges Bernanos. Le philosophe se retrouve avec le romancier catholique pour penser qu'« on ne

comprend rien à la civilisation moderne si on n'admet pas d'abord qu'elle est une conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure ».

Ainsi retrouve-t-on dans *le Moi assiégé* tous les thèmes forts de la pensée de Christopher Lasch, comme sa dénonciation du caractère ambigu des prétentions émancipatrices dont se pare la contestation des valeurs bourgeoises. Vendu comme une libération, le progrès, dont le philosophe a pulvérisé le mythe dans *Le Seul et Vrai Paradis* (1), enferme les individus dans un infantilisme égocentrique, partant névrotique. Ce qui est remarquable, c'est encore et toujours la puissance intellectuelle avec laquelle le philosophe se déjoue des illusions du progrès. Aux lecteurs de *La Culture du narcissisme*, les analyses complémentaires rassemblées dans *le Moi assiégé* rappelleront les pages dans lesquelles Lasch montre de quelle manière l'émancipation de l'individu de l'autorité patriarcale l'a assujéti au nouveau paternalisme de la publicité, des grandes entreprises et de la marchandise fétichisée. Et pourquoi la véritable personnalité est devenue de si rare.

FRANÇOIS ROBERDAY

* **Christopher Lasch : Le Moi assiégé, essai sur l'érosion de la personnalité. Traduit de l'américain par Christophe Rosson, Climats, 264 p., 22 euros.**

(1) *Le Seul et Vrai Paradis, une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques est disponible en poche chez Champs-Flammarion (686 p., 14,50 euros.)*

Chrétiens de jadis au cœur de l'Asie

On sait déjà avec quelle passion Sébastien de Courtois, historien solide et reporter fort attachant, se voue à recueillir tous les souvenirs

La vaste épopée des chrétiens sur la route de la Soie.

concernant les chrétientés d'Orient. Son livre sur le *Génocide oublié* (Ellipses, 2002) et son grand album consacré aux *Derniers Araméens, le peuple oublié de Jésus* (La Table Ronde) constituaient déjà de beaux monuments en même temps qu'un poignant reflet des grandeurs et des drames de cette région du monde d'où nous vint la Lumière.

Cette fois-ci, avec *Chrétiens d'Orient sur la route de la Soie*, c'est une véritable épopée qu'il nous invite à vivre avec lui. Au fil de ses recherches et de ses savantes lectures, il avait découvert que, dès les premiers temps, des chrétiens avaient franchi les déserts et les hautes montagnes pour aller porter le témoignage de la croix jusqu'en Chine. Et cela à une époque où en Occident ce vaste pays était encore ignoré ! Huit siècles avant l'arrivée des premiers jésuites !

Sébastien de Courtois, que l'on peut comparer à Marco Polo et qu'aucun obstacle n'arrête quand il s'agit de retrouver des traces aussi sacrées, a donc entrepris le voyage à son tour. Son récit est palpitant dès les premières pages. Partant de la Turquie orientale, donc d'un de ces lieux où tant de débats théologiques parfois assez subtils ont secoué les chrétiens des premiers temps, il s'attache particulièrement à suivre le chemin des nestoriens, issus de l'Église de Perse au temps des Sassanides, et parlant le syriaque. Des vestiges nombreux existent encore en Turquie, des églises, des monastères et des universités qu'ils bâtirent au long des âges.

La marche à travers le Kurdistan, près des sources du Tigre et de l'Euphrate, conduit notre guide aux portes de l'Iran, sur des terres où le christianisme et l'islam cohabitent plus ou moins pacifiquement. On traverse Téhéran, Shiraz, Persépolis, toutes villes où flotte encore le souvenir tragique du dernier shah d'Iran. Les rencontres de personnages hors du commun commencent avec le "dernier lazarisite" d'Ispahan. Mais il faut bien vite s'arracher aux charmes de cette ville et traverser les "oasis perdues", affronter comme les pèlerins de ja-

dis la chaleur et le froid sur des routes inhospitalières, avec des moyens de transport rarement confortables, se présenter à des douaniers souvent sourcilieux, dormir tantôt dans de vrais hôtels, parfois chez l'habitant. L'actualité et la vie quotidienne des pays traversés, même, une fois, le hasard d'un scrutin électoral ne sont jamais absents dans ce grand récit.

Traversant l'inquiétant Tadjikistan, près de la mer Caspienne (dont on apprend que le niveau monte, causant des soucis aux écologistes), puis saluant les chrétientés de la mer d'Aral à l'entrée de l'Ouzbékistan, on arrive après les rencontres les plus inattendues, et quelques rendez-vous clandestins, et après avoir essuyé les rigueurs du climat, au pays des "monts célestes". Aux fouilles dans les trésors enfouis, se mêle alors l'impression d'entrer dans le cœur de l'étrange alors que les manuscrits abondent, révélant d'antiques présences de chrétiens courageux.

À la rencontre des Mongols

L'entrée dans l'empire du Milieu, avec des paysages fantastiques porte l'émotion à son comble, d'autant que l'érudition

de Sébastien de Courtois, dans ce grand télescopage des cultures et des siècles, a toujours quelque merveille de son savoir à nous offrir. On fait connaissance avec les Mongols, notamment avec Gengis Khan, dont les filles épousèrent des chrétiens nestoriens. Les relations épistolaires de saint Louis avec le Grand Mongol au temps des croisades (en vue de vaincre la Syrie) ne sont pas oubliées. Au passage on découvre aussi le chamanisme venu de Sibérie en Asie centrale par les Mongols. Puis voici Pékin, où l'Église nestorienne atteignit son apogée au XIII^e siècle.

Il est difficile de rendre compte de la richesse d'un si puissant ouvrage qui se lit parfois comme un récit, souvent comme un roman d'aventure, parfois dans l'anxiété, toujours dans la joie d'apprendre ce que fut l'universalité du christianisme, la ferveur et l'héroïsme de son témoignage dans des temps où l'Occident ne soupçonnait pas toujours l'existence de ces communautés.

MICHEL FROMENTOUX

* **Sébastien de Courtois : Chrétiens sur la route de la Soie. Dessins de Bertrand de Miollis. La table Ronde, 368 pages, 22 euros.**

Russie côté blancs

La réédition de la grande fresque de Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges*, histoire de la guerre civile russe, est sans conteste l'une des plus pertinentes analyses de la chute du pouvoir impérial et de

Une série de maladresses, de malchances, d'occasions manquées qui donne le vertige en songeant que le destin du monde a tenu à si peu...

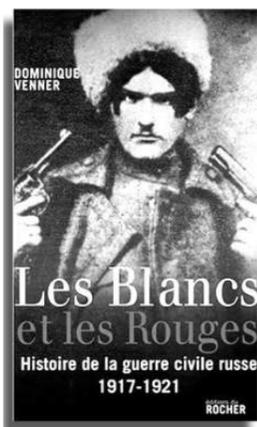
la mise en place du système soviétique disponible en français. Mais elle est aussi l'hallucinant récit d'une série de maladresses, de malchances, d'occasions manquées qui donne le vertige en songeant que le destin du monde a tenu à si peu ...

Au cœur du drame, il y a, d'abord, l'impréparation incroyable de la Russie à cette guerre mondiale dans laquelle, par le jeu des alliances, elle est tenue de jouer un rôle de premier plan. Un rôle qu'elle assumera noblement, se sacrifiant en septembre 14 afin de soulager le front de l'ouest, sauvant sans doute la France de l'invasion, sans en mesurer les conséquences. Tout l'avenir du régime impérial repose sur la fidélité de l'armée, sur celle des cadres. À la fin de l'année, le nombre d'officiers de carrière tombés au champ d'honneur est tellement élevé qu'il faut en hâte donner les épaulettes à des hommes issus de milieux étrangers à la traditionnelle fidélité monarchique. Les mêmes qui, démoralisés, rêveront de sortir du conflit et refuseront leur aide au tsar dépassé.

Un tsar qui fait l'unanimité contre lui, jusque dans les milieux monarchistes, au point que certains dignitaires et généraux, d'un incontestable loyalisme, envisagent sérieusement de se débarrasser du couple impérial et de remettre la couronne à l'un des grands-ducs, dans l'espoir de sauver le régime. Sans comprendre qu'en aidant à la chute de Nicolas II, ils entraînent la Russie entière dans le désastre.

Implacable tragédie

Ces fautes, répétées, l'impérialisme du couple impérial, obnubilé par ses malheurs intimes, cet invraisemblable aveuglement de la



classe dirigeante, Venner les dis-sèque, en met en évidence l'engrenage fatal. S'y conjugue un fatalisme qui frappe de paralysie et prive de défense cette société élégante et courageuse, mais qui ne croit plus en elle-même et n'est plus capable de prendre les moyens de lutter. Tandis que, de

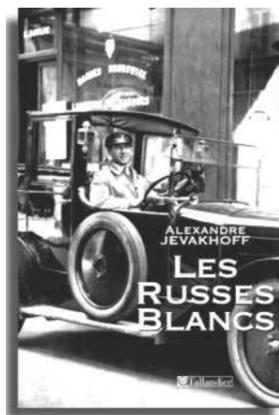
l'autre bord, montent des hommes d'une autre trempe, sans scrupules, et qui ne reculeront devant aucun moyen pour parvenir à leurs fins. Il n'est pas jusqu'aux futurs généraux blancs, à commencer par Dénikine, qui ne fassent preuve, dans ces commencements de la crise, lorsque la conjurer demeurait possible, des mêmes faiblesses.

Les Blancs et les Rouges a l'implacable déroulement d'une tragédie. Kornilov, Vrangel, Ungern, et tous ceux qui se décidèrent, trop tard hélas, à prendre les armes pour s'opposer au déferlement sanglant du communisme, en connaissaient l'issue. C'est pourquoi, malgré leurs erreurs, ils demeurent singulièrement grands. Cela, Dominique Venner le dit avec la rigueur de l'historien, mais aussi l'émotion et le talent de celui qui sait le prix et la valeur de certains engagements.

Une "Russie parallèle"

À la différence des Français de 89, les Russes de 17 mirent du temps à comprendre ce qui se passait, et le danger qui les menaçait. S'ils ne pensèrent pas à se défendre, ils ne songèrent pas davantage à se mettre à l'abri ... Il est vrai que l'attachement atavique à la patrie, au début, les empêcha. Seule la répression communiste dans toute sa violence leur fit admettre que s'en aller restait leur unique chance de survie. *Les Russes blancs*, d'Alexandre Jevakhoff, s'intéresse aux itinéraires, personnels et politiques, de ces deux millions d'hommes et de femmes, pas tous

attachés au tsarisme, qui, après l'écrasement de la dernière armée blanche en 1921, se résignèrent à l'exil. Souvent avec la conviction qu'il ne durerait pas... Dispersés de la Chine à la Turquie, de la France à l'Amérique, ces gens virent fondre leurs espoirs et leurs illusions confrontés à une réalité impitoyable. Quand ils comprirent qu'ils ne rentreraient plus chez eux, ils fondèrent une Russie parallèle, gardienne de l'âme de leur peuple, ce qui ne les empêcha pas d'apprendre à survivre en usant de leurs com-



pétences ou de leurs talents. Touchant, nostalgique, profond, ce récit se borne à la première génération d'émigrés ; étudier les suivantes ne manquerait cependant pas d'intérêt.

ANNE BERNET

* **Dominique Venner : Les Blancs et les Rouges.** Le Rocher. 525 p., 22,50 euros.

* **Alexandre Jevakhoff : Les Russes blancs.** éd. Tallandier. 605 p., 29 euros.

La vérité sur l'affaire Galilée

Existe-t-il, en fait de machine de guerre dirigée contre l'Église, plus efficace que la version officielle de "l'affaire Galilée" censée incarner aux yeux de la postérité toute la stupidité d'une hiérarchie ecclésiastique hostile à la science, à la recherche et au progrès, prête, même, pour les contrer, à persécuter l'innocent dont le seul crime est d'avoir étudié ?

Depuis les encyclopédistes, le procès est jugé, la cause entendue, le savant pisan relaxé, les dignitaires catholiques condamnés. Et pourtant...

C'est en étudiant la vie de saint Robert Bellarmin qu'Aimé Richardt, historien attentif, a croisé Galileo Galilei, précisément au moment où le cardinal le met en garde, non contre la publication de ses recherches sur l'héliocentrisme, mais contre l'interprétation théologique qu'il prétend d'emblée imposer aux catholiques, alors même que cette théorie, déjà avancée par Copernic, reste encore scientifiquement indémontrable. Cela se passait en 1616 et l'Inquisition s'était bornée à prier le savant, soit d'apporter une démonstration irréfutable, soit de vouloir bien présenter ses travaux comme une simple hypothèse. Galilée n'en tint aucun compte. Ce ne fut cependant qu'en 1633 qu'un nouveau procès lui fut intenté, en raison de cette désobéissance. Bénéficiant de l'indulgence des cardinaux et du pape, le savant

ne fit l'objet d'aucun emprisonnement, d'aucune sanction lourde, et fut renvoyé dans ses pénates.

Cette vérité, bien éloignée de la version du martyr de la science contraint de renier sous la torture ses propres découvertes, a été rarement exposée.

Une querelle de mots

Le grand mérite d'Aimé Richardt est de resituer l'affaire dans son contexte, en rappelant ce qu'était l'astronomie à l'époque, et que même les plus grands astronomes, à l'instar de Tycho Brahe, n'adhéraient pas à l'héliocentrisme copernicien. Pourquoi les cardinaux, après avoir consulté de telles instances, auraient-ils dû trancher dans l'autre sens ? De rappeler aussi que l'affaire Galilée est bien moins un drame scientifique qu'une querelle de mots, fort grave, sur des questions purement théologiques, et très

éloignées de son domaine de recherche. Enfin que Galilée, présenté comme l'une des plus grandes figures scientifiques de l'histoire, fut surtout un opportuniste prompt à récupérer les inventions et les découvertes des autres, au point de se les approprier aux yeux de la postérité...

Galilée apparaît, à travers les documents, sous un jour peu sympathique, gonflé d'orgueil et d'arrogance, mais jamais en victime innocente et persécutée.

La naissance du mythe, sa récupération par les Lumières, la maçonnerie, les positivistes et les marxistes sont remarquablement mises en évidence.

Un livre à lire d'urgence afin de ne plus jamais rester sans réponse devant la désinformation officielle. La postface, d'une grande intelligence, est signée de Michel Fromentoux.

A.B.

* **Aimé Richardt : La Vérité sur l'affaire Galilée.** Éd. François-Xavier de Guibert. 250 p. 25 euros.

CATHERINE SAYN-WITTGENSTEIN

La fin de ma Russie

Phébus. 395 p., 10,50 euros

Lorsque, en novembre 1918, la princesse Catherine Sayn-Wittgenstein réussit, avec sa famille, à se réfugier en Roumanie, elle a tout perdu, excepté, précieusement serrés dans son sac, les trois derniers cahiers de son journal intime, courant de l'été 14 à l'exil. Étonnant document, jamais retouché, que ce récit, au jour le jour, des événements. Quant aux commentaires, sous la plume d'une jeune fille de vingt ans, ils apparaissent d'une lucidité remarquable, que bien peu de ses contemporains plus expérimentés atteignent. À ce reportage pris sur le vif s'ajoute, et ce n'est pas le moins passionnant, la chronique, tendre ou douloureuse, de cette famille de l'aristocratie : parce que la grande histoire est d'abord tissée des souffrances individuelles.

PETER ET SAM RADETSKY

Un siècle d'images soviétiques

Acropole. 288 p., 39 euros

Fondée par Nicolas II, considérée, après la révolution, comme une redoutable officine de propagande et de désinformation, l'Agence Tass possède une inestimable collection de clichés. Pour la plupart inédites, ces photographies illustrent, non la réalité soviétique, mais l'idée que l'URSS souhaitait donner d'elle-même. Des dernières années du tsarisme à 1989, voici le rêve communiste exalté. Non la vérité, mais le mensonge d'État ... Cela fonctionnait puisque ce genre d'images servait à illustrer, pour la plus grande joie d'enseignants marxistes, les manuels d'histoire et de géographie occidentaux. Un album splendide, inattendu, passionnant, parfois paradoxalement émouvant, mais toujours nécessaire.

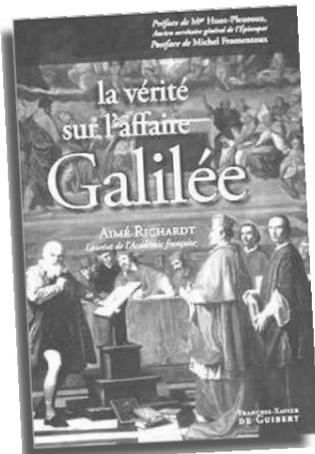
JEAN-CHRISTOPHE BUISSON

Il s'appelait Vlassov

Lattès. 266 p. 18 euros

Rappelons, pour finir, cet étonnant roman, paru il y a quelques années, mais qui apporte un éclairage neuf, et honnête, sur la personnalité du général Vlassov, héros de l'armée rouge, qui prit, sous le contrôle allemand, la tête d'une armée "de libération" et finit pendu à Moscou en 1946 tandis que ses partisans étaient livrés aux Soviétiques par les alliés. Traître ou héros incompris ? La confession étrange d'un ermite sibérien va ouvrir à un journaliste français des horizons inattendus.

A.B.



« JOURNALISME CITOYEN »

■ Agoravox, site participatif, se revendique pionnier européen du "journalisme citoyen", expression barbare



indiquant que ce média est alimenté non par des journalistes professionnels, mais par des internautes, spécialistes ou simples citoyens. Il existait préalablement des encyclopédies libres comme Wikipedia, dont chaque internaute peut enrichir le contenu en fonction de ses compétences, hélas parfois erronées ou marquées idéologiquement, mais, là, l'approche est celle d'un journal d'actualité en ligne.

Agoravox, pour se protéger contre d'éventuelles pressions financières, vient de créer une fondation, qui permettrait le financement par des mécènes, comme cela peut déjà être le cas aux États-Unis pour des logiciels libres. En effet la concurrence devient rude sur le marché du journalisme participatif, notamment avec Rue 89, fondée par des anciens de Libération. Si le succès de ces sites ne se dément pas (un million de visiteurs mensuel pour Agoravox, avec 30000 rédacteurs inscrits), on peut tout de même s'interroger sur la pertinence des informations diffusées, puisque les articles ne sont pas forcément rédigés selon les canons de rigueur et d'objectivité qui devraient prévaloir dans le journalisme professionnel. La véracité des informations peut être également remise en cause, puisque le sérieux des articles proposés n'est vérifié réellement qu'a posteriori, par les commentaires des internautes.

Malgré une orientation souvent partisane, on peut pourtant y trouver des articles intéressants car traitant de sujets occultés par la grande presse (L'abstention de Cecilia Sarkozy aux élections présidentielles, ou, plus proche de nous, la dernière Marche pour la vie), ou bien des approches intelligentes. Ainsi, le jour du congrès de Versailles, en une de Rue 89, figurait une bonne analyse élégamment titrée « on se fout de nous » avec le traité européen.

PHILIPPE ALEYRAC

* <http://www.agoravox.fr/>
* <http://www.rue89.com/>

Architecture sécuritaire

Si, à l'en croire, le président de la République, à l'époque ministre de l'Intérieur, le rôle de la police n'est pas de mettre en place des matches de foot ou de rugby avec les "jeunes" des quartiers, les forces de l'ordre se mêlent désormais d'urbanisme et d'architecture. Ainsi, *Le Monde* (1) nous apprend que « la mise en œuvre d'une disposition de la loi de la prévention de la délinquance du 5 mars 2007 [rend] obligatoire la réalisation d'études de sécurité publique pour les projets [immobiliers] les plus sensibles ». Avec l'injonction de « ne plus construire de dalles d'où des émeutiers pourraient lancer des pierres. [de] positionner des plots en béton devant les commerces risquant d'être visés par une voiture-bélier. [de] supprimer les auvents devant les meubles pour empêcher les rassemblements de jeunes ». De plus, « les consignes ont déjà commencé à être intégrées dans les rénovations urbaines (qui touchent principalement les zones dites sensibles, NDLR) depuis 2003 ». Et si « l'on ne touche évidemment pas aux causes profondes de la délinquance, [tout] ceci peut avoir un impact sur le passage à l'acte (délictueux, NDLR) ». Et c'est bien là que réside le problème. L'État, en effet, abandonne l'une des ses principales

REVUE DE LA PRESSE

fonctions régaliennes, à savoir assurer la sécurité des populations, et ne semble pas préoccupé de mettre fin à la délinquance. Mais il souhaite plutôt encadrer cette dernière, la contenir dans un espace précis, et ainsi faire croire que tout est maîtrisé et qu'une présence policière massive n'est plus nécessaire. Alors qu'il ne s'agit que de contrôle social et que plus que jamais l'absence réelle de sécurité est la première atteinte à nos libertés.

Plus que jamais, politique d'abord

L'année boursière commence bien. Vingt ans après la création du CAC 40, vingt ans après un krach et les premières mises en garde d'économistes contre un capitalisme uniquement financier et déconnecté des réalités, notamment celles relatives à l'état des entreprises cotées, un simple trader (mais est-il le seul...) a "réussi" à créer une nouvelle crise. Tout au moins à ce que certains s'interrogent sur les "règles" actuelles du capitalisme. Le quotidien de la rue Bayard se demandant même « comment moraliser les marchés financiers » (2). Si « [l']appât du gain, [la] perte de

repères, [la] déconnexion avec le réel, et [l']affaire des prêts "subprime" comme celle de la Société générale soulève de nombreux problèmes moraux », à tel point que « la finance doit retrouver le sens de la mesure », il importe d'affirmer que le capitalisme, en soi, ne peut être moral ou "éthique", puisque cette idéologie (à distinguer de l'économie de marché qui n'est qu'une modalité d'organisation, sans avoir à se soucier de la place de l'économie au sein d'une nation) promeut l'individualisme et la simple addition d'intérêts particuliers. Si bien entendu, il faut combattre le collectivisme, il faut remettre l'économie à sa place, à savoir un des outils assurant l'harmonie sociale. Or, cette harmonie ne peut être assurée que par un pouvoir politique au-dessus des acteurs économiques. Un pouvoir qui assure et assume sa pleine souveraineté.

Autre point, et source d'inquiétude, cette crise financière mondiale risque en effet de "pousser" nos dirigeants à réclamer des règles "mondiales" quant à la finance... Ainsi, Jean Arthuis, le président de la Commission des Finances au Sénat (3) « souhaite la création d'institutions de contrôle des marchés à l'échelon européen » (sic).

Au commencement était le verbe

Globalisation financière, globalisation linguistique. Notre ami Paul-Marie Coûteaux nous narre dans *La Lettre de l'indépendance* (4) les derniers avatars de la mainmise du "globish". Le député français au Parlement européen a ainsi reçu une lettre de convocation pour s'expliquer quant à la séance perturbée le 12 décembre dernier en « anglo-américain, désormais seule langue de l'Europe » et... non traduite en français. Or comme l'affirme, avec justesse, Claude Truchot dans *Le Monde diplomatique* : « La langue, c'est aussi de la politique ». Revenant sur le dernier numéro de *Manière de voir* (6), il indique le rôle « des langues dans la géopolitique mondiale ». Dans ce numéro, « les débats très vifs sur l'usage véhiculaire de l'anglais et les stratégies de rechange constituent la partie la plus développée de la publication ». Avec également, un ensemble de textes sur la francophonie.

ARNAUD NAUDIN

- (1) *Le Monde*, n°19599 – 27 et 28 janvier 2008
(2) et (3) *La Croix* n°37965- 29 janvier 2008
(4) N°44 – janvier 2008
(5) N°647-février 2008
(6) N°97- février-mars 2008

LE TROISIÈME ŒIL



Fantomas contre festivos

SAMEDI 2 FÉVRIER,
TOUTES CHÂÎNES CONFONDUES :
MARIAGE PRÉSIDENTIEL.

■ Si le plein d'images crée le spectacle, l'absence totale d'images est un spectacle total !

Ma télé dysfonctionne !

SAMEDI 2 FÉVRIER,
JOURNAUX TÉLÉVISÉS :
LA GAUCHE QU'ON AIME...

■ Même s'il est à noter que lors du référendum de 2005, les médias français ont été d'un désespérant parti pris en faveur de "oui", la victoire des "non" français et néerlandais laissait espérer un minimum de retenue ou tout au moins un minimum de scepticisme face à la trahison et au coup de force législatif opérés actuellement par l'Élysée. Il n'en fut rien et les journaux télévisés se sont tous fait remarquer par leur absence totale de débat et d'idées contradictoires.

Ainsi samedi soir, seules quelques images furtives, bloquées entre deux apparitions printanières de Carla Bruni et une retransmission de jeux de balles au filet, nous ont informés de la réunion publique que tenaient ce jour-là les partisans du "non" de gauche à la nouvelle constitution

européenne pour réclamer un référendum sur le traité de Lisbonne. « Ils se moquent du peuple », y déclarait courageusement Jean-Pierre Chevènement dénonçant avec Marie-George Buffet une « forfaiture ». Cette dernière espérait encore un rejet du texte par le Congrès, ce qui aurait pu « ouvrir la porte à un référendum ». « Il suffit d'aller à Versailles pour voter contre. C'est ce que je vais faire en tant que député », a-t-elle dit, en moins des trois secondes imparties, sur LCI.

Lors de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait averti les Français que le traité européen remplaçant la constitution, qu'ils avaient rejeté, serait ratifié par voie parlementaire. Et même si selon un sondage CSA, cinquante-neuf pour cent des Français veulent un référendum sur le nouveau traité européen, le Président a (hélas) tenu ses promesses ! Apparemment, la gauche du "non" aussi.

ET LA DROITE
QU'ON AIMERAIT AIMER

■ En matière de référendum européen, même s'il est politiquement choquant qu'une génération donnée puisse décider de la fin ou non de la France en tant que nation souveraine, à tout perdre, politesse y gagne au moins ce que la "cocuférie" prend au peuple ! C'est un avis. En re-

vanche, outre qu'il soit hallucinant de faire voter par voie parlementaire un texte que les Français ont majoritairement rejeté et qu'il soit encore plus hallucinant de vouloir faire revoter les Français jusqu'à l'obtention du "oui", il est révoltant qu'à chaque fois ce soit le président de la République, en principe garant de la souveraineté nationale, qui soit à l'origine des abandons successifs de celle-ci. Bref, d'accord ou pas avec un nouveau référendum, choqué, révolté ou pas, Philippe de Villiers, chef de file auto-déclaré de la droite du "non" avait le choix de la posture. Il n'en a rien fait et a préféré l'absence, pourquoi ? Pourquoi fut-il si totalement invisible lors de la présente campagne concernant la nouvelle constitution européenne ? Que s'est-il passé ? Pas

un mot, pas une déclaration, jamais le beau Vendéen n'est apparu sur nos écrans le cheveu ébouriffé par la colère, l'œil sévère, l'index vengeur ou la joue rouge, non rien... Mais, à sa décharge, il faut avouer qu'à force de coups sévèrement répétés, souvent ma télé dysfonctionne et que peut être, croyant distinguer Emmanuelli ou Mélenchon, je n'apercevais pas au loin le drapeau vendéen ! Ou bien alors peut être aussi, que Philippe de Villiers si occupé déjà, comme le souligne *Le Figaro Magazine*, à préparer son entrée au gouvernement en aurait tout simplement oublié ses promesses ? ! Mais non, il sont sots au *Figaro*, je vous le dis moi : ma télé dysfonctionne !

DENIS ABOUT

L'ACTION FRANÇAISE		TARIF DES ABONNEMENTS	
(paraît les 1 ^{er} et 3 ^e jeudis de chaque mois)			
1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



COMPTE RENDU DES ACTIVITÉS

UN BEAU WEEK-END D'AF À PARIS LES 19 ET 20 JANVIER

Tout commença le vendredi soir, avec une galette des rois réunissant comme chaque année, dans la bonne humeur, toutes les générations d'AF. Samedi, une quarantaine de militants se retrouvèrent dans le Quartier latin pour un déjeuner camelot mêlant chants et souvenirs, et précédant une vente à la criée.

Dimanche matin, des équipes de vendeurs étaient présentes à la Chapelle expiatoire, sur le marché du VII^e arrondissement et à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, où ils annoncèrent le cortège du soir. L'après-midi une autre manifestation se tenait, celle de la Marche pour la vie où un tractage fut organisé.

Le soir venu, au cri de ralliement « **pour que vive la France, vive le Roi** », le cortège

se forma devant l'église de la Madeleine, muni de flambeaux et de carnets de chants. Arrivées à la Chapelle expiatoire, plusieurs centaines de personnes se recueillirent quelques instants, avant de reprendre en cœur *La Royale*, entonnée par Hugues de Malval. Henri Cheverny passa la grille pour déposer la gerbe devant la chapelle. Sébastien de Kererro prononça ensuite un discours optimiste sur l'avenir de notre France et traita notamment de la parution du *Livre noir de la Révolution*, véritable pavé dans la mare de la bien-pensance contemporaine. Marc Van de Sande rappela quant à lui l'importance du message du testament de Louis XVI.

Après la dispersion du cortège, un verre de l'amitié réunit une foule importante aux locaux de l'Action française. Discussions, projets, et camaraderie étaient de la partie, mêlant joyeu-

sement fidèles et curieux... Le 21, la messe de Saint-Germain-l'Auxerrois, en présence des princes, a rassemblé un public nombreux.

AF

DISPARITION DE LA FRANCE À VERSAILLES

Par un temps hivernal de circonstance, plusieurs centaines de militants souverainistes se sont armés de leur courage pour manifester leur mécontentement face à la destruction programmée de leur édifice national et sa livraison "clefs en main" à l'Europe tentaculaire.

Rassemblés avenue de Sceaux sous le patronage de Paul-Marie-Coûteaux, les participants ont déposé une gerbe devant le monument aux morts de Versailles. Les groupuscules d'extrême gauche, eux, étaient massés sur le haut de l'avenue de Saint-Cloud. Les CRS empêchant la jonction des deux assemblées, quelques militants ont dû ruser pour se joindre à la foule bigarrée et crasseuse des rouges. Se faisant passer pour des Versaillais curieux, ils ont pu mesurer le néant intellectuel de ceux qui se massaient pour rejeter une Europe libérale, et pour défier le « **"non" raciste et xénophobe** ». Après quelques échauffourées entre nationalistes et syndicalistes avinés, les gauchistes ont donné aux riverains ébahis un curieux concert de technotranse du plus bel effet, avant d'être dispersés par "les forces de l'Ordre mondial".

SAUCOURT

MAISON DE L'EUROPE

Peut-être inspirés par un visuel du blog des étudiants d'Action française (www.afe-blog.com), des inconnus ont tracé, dans la nuit suivant le congrès de Versailles, sur le mur de la maison de l'Europe, l'inscription suivante : « **L'Europe m'a tuée. France.** »

NOUVELLES DU CRAF

Sébastien de Kererro devient l'adjoint de Thibaud Pierre, secrétaire général de l'Action française. Jean-Baptiste de Laviath rejoint Adrien Charvet, Romain Vindex, et Alexandre Apreval au secrétariat étudiant.



Le Cortège du 20 janvier



La Maison de l'Europe redécouverte...

PROCHAINS RENDEZ-VOUS

CERCLES ÉTUDIANTS



Les cercles de formation étudiante ont lieu **chaque vendredi soir à 19 heures** aux locaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er}, métro Palais Royal. Renseignements : 01 40 13 14 10 ou www.afe-blog.com

CERCLE JACQUES BAINVILLE



Le Cercle Jacques Bainville a reçu Alain de Benoist le 30 janvier, attirant un nombreux public. Le prochain cercle aura lieu **le jeudi 14 février à 19 h 30**, et se tiendra au News Café, 78 rue d'Assas, à Paris. Informations : www.cjb-assas.new.fr

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

MERCREDI 20 FÉVRIER 2008

DANTE ET MAURRAS À LA LUMIÈRE DU THOMISME

par Gérard Bedel, professeur de lettres



À 20 h 30, au François Coppée, 1 boulevard du Montparnasse, Paris 6^e, métro Duroc.

Participation aux frais : 5 euros
Étudiants et chômeurs : 2 euros

Renseignements :
01 40 39 92 14 ou iaf@actionfrancaise.net



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT PAR INTÉRIM :
STÉPHANE BLANCHONNET
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : THIBAUD PIERRE
ADJOINT : SÉBASTIEN DE KERERRO

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE CARVIN
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
ALEXANDRE APREVAL - ADRIEN CHARVET
JEAN-BAPTISTE DE LAVIATH
ROMAIN VINDEX
ADMINISTRATION :
MLLE DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :

MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

NOUVELLES DES SECTIONS

■ **RENNES** : La section de l'Action française étudiante de Rennes a entamé avec succès des ventes à la criée. sr-breizhuhel.hautetfort.com | sr.haute-bretagne@wanadoo.fr

■ **FOREZ** : La section Forez, après avoir fait l'objet d'un bel article dans la presse locale (*Le Progrès*), a organisé un dîner de camelots, suivi de ventes à la criée. srforez.hautetfort.com | srforez@gmail.com

■ **POITIERS** : Lancement d'une section étudiante à Poitiers, avec un nouveau blog : afe-poitiers.hautetfort.com | afe_poitiers@yahoo.fr,

■ **PICARDIE** : Lancement d'une section étudiante en Picardie : afepicardie.hautetfort.com

■ **VERSAILLES** : La section versaillaise est à la recherche d'un local pour ses futurs cercles. Pour y participer ou fournir ce local, contactez Denys Talon : novocharlie@gmail.com

CONFÉRENCE LE MARDI 12 FÉVRIER

**Charles Maurras
révélé par sa
correspondance,
regards croisés
sur sa vocation
littéraire
et sa vie spirituelle**

par M. l'abbé
de Tanouarn
et Stéphane Giocanti.

À 20 heures
au centre Saint-Paul,
12 Rue saint Joseph,
metro Sentier.

Vente de livres maurrassiens
à l'issue.

**Constitution
européenne**

Il n'y a qu'en France que l'on ose appeler "mini-traité" un texte de 152 pages, identique au *Traité établissant une Constitution pour l'Europe* refusé par référendum. Identique ? Ce n'est pas nous qui le disons. C'est le chancelier allemand Angela Merkel : globalement, « **la substance de la Constitution est maintenue. C'est un fait** » estime-t-elle.

Déraciné

À l'occasion du mariage de Nicolas Sarkozy, le maire du 8^e arrondissement de Paris, l'arrondissement de l'Élysée, a révélé que Nicolas Sarkozy s'y était inscrit sur les listes électorales. Giscard avait l'Auvergne, Mitterrand les Charentes, Chirac la Corrèze... mais Sarkozy n'a rien. Aucune racine ni aucun attachement à une région française. Puisqu'il a choisi comme témoins de mariage des responsables de LVMH et Prada, on peut même se demander si ses seules valeurs ne sont pas les marques des boutiques chics du 8^e arrondissement.

PAC

Les Français constatent dans les rayons des grandes surfaces une flambée des produits alimentaires : + 30,60 % pour les pâtes, + 15,28 % pour l'huile, + 21,31 % pour les fruits... Il faut remercier la clairvoyance des commissaires européens et de leur Politique agricole commune qui ont démantelé notre agriculture et soumis l'alimentation européenne au marché mondial...

GUILLAUME CHATIZEL

Toucher les cœurs

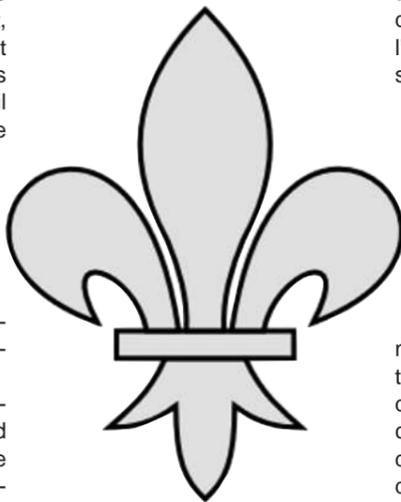
Répétons-le, une fois encore : rien n'est plus difficile que d'être l'exact contemporain de son histoire - de prendre conscience, autrement dit, de ce qui advient autour de soi et qui, mois après mois, évolue plus vite que l'esprit ne le perçoit. S'il est un fait politique qui marque l'époque, c'est bien le relâchement, pour ne pas dire la rupture des liens supposés unir les Français à la république ; où que le regard se porte, l'indifférence populaire succède aux dernières espérances, le sarcasme à la confiance. Qui croit encore à la République ?

D'une part, hormis des subsides, le peuple français n'attend plus grand chose de la puissance publique ; d'autre part le "pays légal", la chose est frappante pour quiconque a vécu dans ses allées, n'a plus que mépris pour "le peuple", mépris dont témoigne ces jours-ci l'incroyable insulte qu'est la ratification par voie parlementaire d'un traité dont tous les éléments, à l'exception de quelques symboles, ont été refusés par la voie d'un référendum au résultat fort clair. C'est peu dire que le fossé s'élargit entre pays légal et pays réel : à la vérité le divorce est consommé.

**La République
est nue**

Or, la république n'a plus rien à offrir ; dépouillée par les oligarchies qu'elle n'a cessé de nourrir en son sein, elle est désormais nue. Qui ne voit qu'elle est non seulement dépouillée de la plupart de ses prérogatives traditionnelles, l'État supranational européen s'étant accaparé l'ensemble de la responsabilité

politique (notamment en matière économique, qu'il s'agisse des volets monétaire, budgétaire, indus-



triel ou agricole), en sorte qu'en bien des domaines elle n'a même plus son mot à dire, mais encore que les maigres prérogatives qui lui restent plus ou moins en propre sont accaparées par des partis, des fédérations syndicales ou des coteries médiatiques résolument indifférentes au Bien public, cette *Res Publica* des temps anciens dont la pompeuse traduction française a fini par dissiper l'esprit même, et jusqu'au souvenir. Cette pauvre République agonisante a d'ailleurs perdu tant de prestige que les Français ont pu placer à sa tête une sorte d'enfant à la fois candide et rouillard, comme le sont tous les enfants, qui en ignore manifestement les principes, les lignes traditionnelles et pour commencer les usages ; voilà d'ailleurs qu'arrive ce qui devait arriver et que l'illusion d'une grande politique nationale et volontariste qu'il avait pu inspirer aux têtes légères à la faveur d'une campagne électorale relayée par tous les ca-

naux de la propagande s'évanouit à une allure vertigineuse. C'est peu dire que l'abandon de tout protocole, de tout souci de *paraître*, qui est toujours une expression de l'être, que l'oubli de toute dignité signe l'incapacité finale de la république à maintenir l'État, que sa posture de défenseur du Bien commun ne fut toujours qu'une pauvre imposture.

Tranchons le fait : jamais depuis un siècle l'idée d'un arbitre impartial dégagé des intérêts particuliers, soucieux du Bien commun et de la souveraineté qui seule le forme et le protège, jamais le principe royal n'eut davantage qu'aujourd'hui ses chances. Les Français qui, une fois dissipés les caprices individualistes de la génération soixante-huitarde, comprennent peu à peu que leur sort est indissolublement lié à celui de la France, ne peuvent pas ne pas concevoir tôt ou tard, par l'esprit, par le cœur et par l'âme, une affection nouvelle pour l'idée d'un roi qui les réconcilie avec eux-mêmes, et par là entre eux, un roi qui n'a de souci que de servir, un roi qui les aime et les protège.

**Reconquérir
l'esprit public**

À cela s'ajoutent plusieurs exemples étrangers : de combien de pays (l'Espagne, le Maroc, la Belgique...) admet-on aujourd'hui que l'unité et la survie même seraient gravement compromises s'ils n'étaient protégés par ce principe d'unité ultime qu'est la Couronne ? Oui, fidèles du roi de France, jamais notre argumentaire ne fut plus complet, ni plus exactement contemporain !

L'évolution des esprits est à portée de notre main, à portée de

nos efforts : encore faut-il s'employer, avec de bonnes armes, à réveiller des fidélités qui ne demandent qu'à être réchauffées, leur donner une espérance, un sens, et par-dessus tout des mots. Telle est la vocation, et je devrais dire la mission de tous les royalistes, et notamment des fidèles de l'Action française. Or, nul ne peut le nier, aussi cruelle soit cette phrase : nous sommes inférieurs, infiniment et dramatiquement inférieurs à notre tâche. Décrire le tableau de ce qu'est devenu le royalisme français aujourd'hui, c'est contempler un champ de ruines : les uns se distraient dans les mondanités d'une coterie princière ou d'une autre ; d'autres dilapident leur temps et leur talent, d'ailleurs souvent remarquable, dans la confection de périodiques pour ainsi dire confidentiels, prenant d'ailleurs grand soin de ne citer aucun de ses partenaires ; et combien d'autres en sont à ruminer les querelles d'un autre âge, absolument indifférents aux occasions que leur tend aujourd'hui l'histoire, une histoire de France dont on dirait, à les voir chacun replié dans son donjon ou son oriflamme, qu'ils ont renoncé à la faire, et même à lui appartenir. Alors que nous pourrions gagner, et reconquérir l'esprit public, la plupart d'entre nous s'installent dans la noble posture du service inutile.

Ce serait notre honneur, aussi âpre soit la tâche, que de saisir les circonstances pour réunir autour de nous tant et tant de solitaires. Il suffit pour cela d'une parole dégagée des schémas de pensée anciens, par-dessus tout une parole accueillante à tous, assez large pour donner à chacun sa place ; il suffit d'une parole assez ample pour déjouer les confort, et les nôtres mêmes, percer les murailles des conformismes qui mènent au suicide de la nation, et parvenir à toucher les cœurs.

CHARLES MOUSSAY

CETTE ANNÉE-LÀ...

Le roi François 1^{er}, alors âgé de 32 ans, commença cette année-là - la onzième de son règne - à Madrid où le tenait en captivité depuis l'été précédent l'empereur Charles Quint, 25 ans. Les négociations en vue de sa libération traînaient en longueur malgré l'intense activité diplomatique de la reine mère Louise de Savoie exerçant la régence avec une remarquable autorité. L'Europe vivait un dramatique épisode de la rivalité entre le roi de France et l'empereur germanique, - rivalité entre l'équilibre et la démesure.

Pour empêcher Charles Quint d'envahir la France par la Provence, François 1^{er} avait porté l'affrontement en Italie. L'armée française avait d'abord dû reculer, puis, ayant réussi à délivrer Marseille qu'assiégeait l'ancien connétable de Bourbon passé à l'ennemi, elle avait franchi les Alpes et repris Milan (octobre 1524), mais le sort avait tourné devant Pavie le 24 février 1525.

Le roi chevalier, héroïque jusqu'au bout, avait dû se rendre. « **Il ne m'est plus resté que l'honneur et la vie** », avait-il écrit à sa mère. Bien qu'encore acclamé en traversant sous escorte ennemie les villes

d'Italie et d'Espagne, il avait été jeté finalement en prison en août 1525 à Madrid.

La souveraineté française semblait anéantie. Du moins l'empereur le croyait-il, car la subtilité n'était pas la qualité première de ce Habsbourg fourbe et froid, se sachant toujours descendant de marchands flamands et bourguignons. En fait l'union du roi malheureux et de son peuple demeura intacte ; la régente eut l'habileté de juguler le Parlement de Paris pour sauvegarder l'unité nationale ; elle négocia aussi avec le roi d'Angleterre Henri VIII qui changea de camp pour deux millions d'écus d'or. Charles Quint, toujours plus isolé commençait à devenir odieux à toute l'Europe et devait se sortir de ce mauvais pas....

Toutefois à Madrid, François 1^{er}, toujours plus maltraité, tomba malade, mais il refusait obstinément d'abandonner la Bourgogne exigée par Charles Quint. Puis, sur les instances venant de France, notamment de sa mère et du cardinal de Tournon, mais non sans avoir rappelé la

protestation qu'il avait élevée le 13 août selon laquelle, s'il était contraint de céder la Bourgogne, cet acte serait sans valeur et de nul effet, il signa le 14 janvier le traité de Madrid stipulant qu'il cédait la Bourgogne, qu'il offrait ses deux fils (le dauphin François et Henri, le futur Henri II) en garantie de l'exécution du traité et qu'il épousait Éléonore, veuve du roi du Portugal, sœur aînée de Charles Quint.

Ce dernier venait tout simplement de se laisser rouler : dès son retour en France au printemps 1526, François 1^{er} qui ne pardonnerait jamais au Habsbourg d'avoir dû mentir et s'avilir pour sauver la France, s'empressa de réunir à Cognac une assemblée déclarant la Bourgogne inaliénable. Les députés de Bourgogne déclarèrent le traité de Madrid contraire au serment du sacre dans lequel le roi se déclarait garant de l'intégrité nationale.

Face à l'impérialisme de Charles Quint, le roi de France réunit au sein de la ligue de Cognac le pape, le roi d'Angleterre, Ve-

nise, Florence et les Suisses, « **pour la délivrance de l'Italie** ». Le vaincu de Pavie remportait en l'espace de quelques mois une revanche diplomatique éclatante !...

Ce faisant, il sauvait l'équilibre européen, car juste avant d'être fait prisonnier, acculé à défendre son royaume par tous les moyens, il avait envoyé dans le plus grand secret sa bague au sultan Soliman le Magnifique, inaugurant la grande et prestigieuse politique orientale de la France qui allait permettre à notre pays, pour de longs siècles, d'être le protecteur des chrétiens d'Orient. Sur le moment même, cette alliance franco-turque tant décriée porta ses fruits, puisque dès cette année 1526, Soliman attaqua l'Empire par la Hongrie, obligeant Charles Quint à réfréner ses rêves d'hégémonie en Europe occidentale. La chrétienté certes était morte - et ce fut un malheur, comme devait l'écrire Maurras - mais la faute en revenait à la démesure germanique qui obligeait les États à se défendre par tous les moyens. La monarchie capétienne, quant à elle, s'affirmait comme l'élément essentiel de l'équilibre européen.

MICHEL FROMENTOUX